STUDIO 58

DOCUMENTER # SENSIBILISER # TRANSMETTRE

« La photographie peut avoir un impact humain et contribuer à éveiller les consciences, à agir pour la transformation des rapports sociaux »

Marie-Paule Nègre

STUDIO 58 **produit et diffuse des projets visuels autour de problématiques sociales, culturelles, humanitaires et environnementales.**

OUTILS

PROJETS VISUELS
PHOTOGRAPHIES ET MULTIMEDIA
ATELIERS PARTICIPATIFS

DOMAINES

DROITS HUMAINS
HUMANITAIRE
DÉVELOPPEMENT
SANTÉ
CULTURE ET PATRIMOINE
ENVIRONNEMENT

THÉMATIQUES

JEUNESSE
DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ
DÉVELOPEMEMENT
PATRIMOINE
IMMIGRATION
CONFLITS
CHANGEMENT CLIMATIQUE

SOMMAIRE

#1 DOCUMENTER

#2 SENSIBILISER ET VALORISER

#3 TRANSMETTRE

PRÉSENTATION

Studio 58 regroupe une équipe d' indépendant sspécialisés en photographie, video , graphisme , et rédaction et travaillent en partenariat avec de multiples prestataires pour l'ensemble de ses productions: exposition, livre, multimédia mais aussi techniciens, scientifiques, médiateurs culturels...)

CONTACT

/ Augustin Le Galll. Directeur Artistique . Photographe
/ +33 6.64.74.33.69 / contact@augustinlegall.com
/ www.augustinlegall.com

#1
DOCUMENTER

REPORTAGES
PORTRAITS

DÉVELOPPEMENT

Le KEF. Tunisie.
Augustin Le Gall
pour l'Agence Française de
Développement

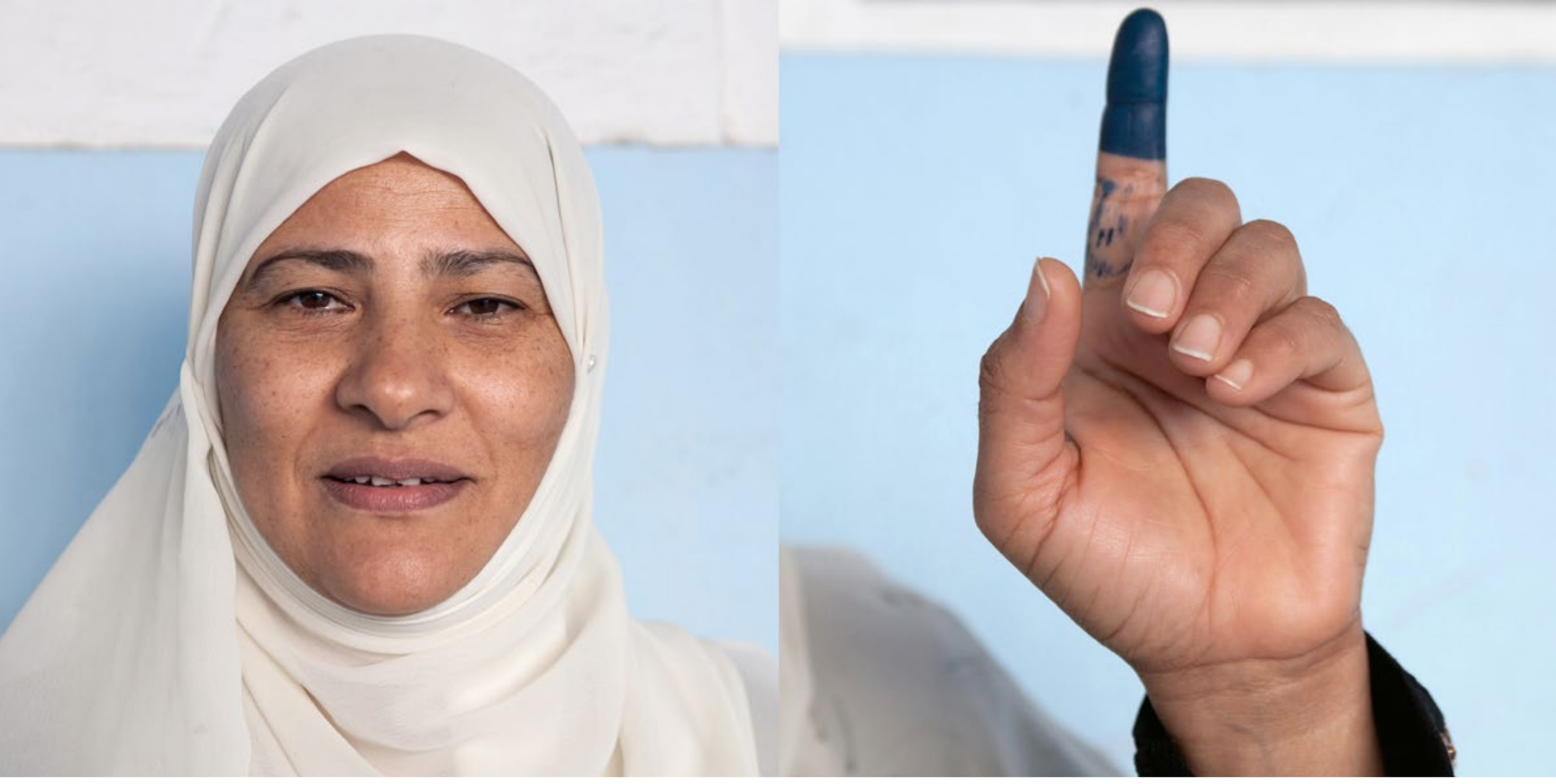
Augustin Le Gall pour l'Agence Française de Dévelo

JEUNESSE

Centre de formations
de Menzel Bourguiba.
Tunisie. Pour l'AFD.

DROITS CIVIQUES

Forum Social Mondial.
Tunis Tunisie



CITOYENNETÉ

Election Constituante. oct. 2013
Tunisie
Augustin Le Gall
Tunisie Portrait d’une révolution

ENVIRONNEMENT

Un agricultueur de l'oasis De Chot Essalem à Gabès a perdu 60% de sa récolte annuelle après les pluies acides d'avril 2016.

HUMANITAIRE

Groupe de jeunes maliens à Zarzis (Tunisie) aidés par le Croissant rouge après leur tentative de traverser la Méditerranée depuis la Libye.

DROITS HUMAINS

Mohamed Soudani. Victime de Torture
en Tunisie
Sous le Jasmin

PATRIMOINE

#2
SENSIBILISER & VALORISER

EXPOSITION
ÉDITION
PUBLICATION
MULTIMÉDIA

REPORTAGE / CAMPAGNE DE SENSIBILISATION /

SOLIDARITÉ LAÏQUE

Portraits et reportages des projets duProgramme Concerté Pluri-Acteurs Soyons Actifs/Actives en Tunisie.
TUNISIE

Reportage photographique

Réduire les inégalités d'accès aux droits », telle est l'ambition du Programme Concerté Pluri-Acteurs «PCPA» Soyons Actifs/actives depuis son démarrage en 2012. Dans la nouvelle Tunisie souhaitée par les citoyennes et citoyens qui ont ouvert une nouvelle page de l'histoire de ce pays en 2011, il est question de démocratie, de libertés et de dignité. La réduction des inégalités sociales, économiques et territoriales constitue l'un des enjeux majeurs pour réussir cette transition.

2017.

Outils

Photographie. Video
Catalogue de présentation des projets portés par le programme.

REPORTAGE / CAMPAGNE DE SENSIBILISATION /

GREENPEACE FRANCE

Campagne “ Zéro pesticides “ dans les grandes surfaces.

Reportage photographique

Série de reportages sur les actions de Greenpeace pour interpeler une grande enseigne de supermarché.
2016.

Outils
Photographie

REPORTAGE / CAMPAGNE DE SENSIBILISATION /

ACAT **FRANCE**

Action des chrétiens pour l'abolition de la torture

Reportage photographique & portraits

Série de reportages sur deux victimes de la torture en Tunisie.

› Campagne «Tunisie. Justice année zéro ». 2015
› Sensibilisation sur les victimes de tortures en Tunisie.

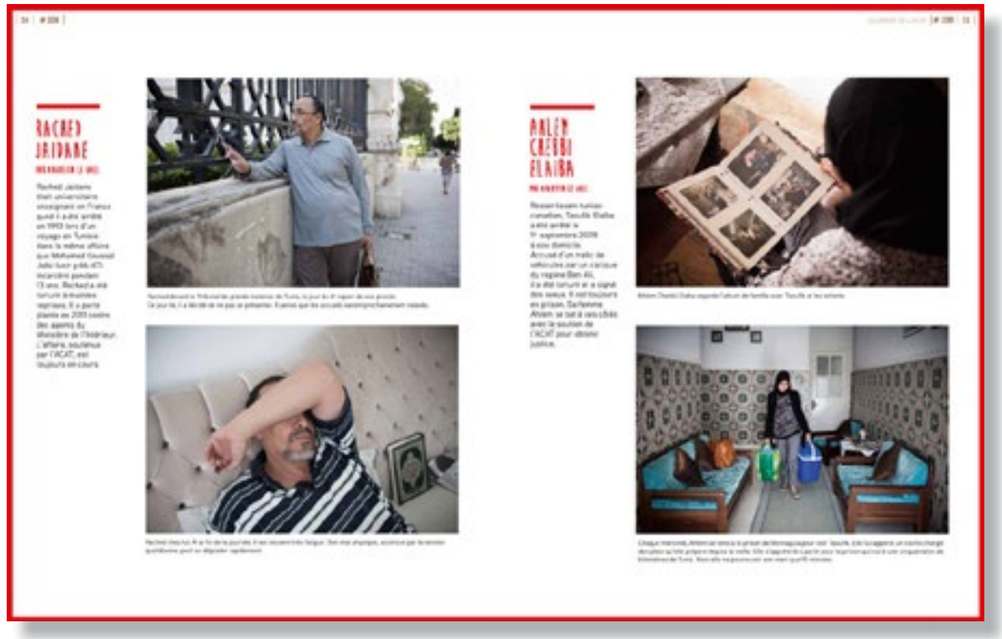
Outils

Dossier
Exposition itinérante
Site internet
Visuels

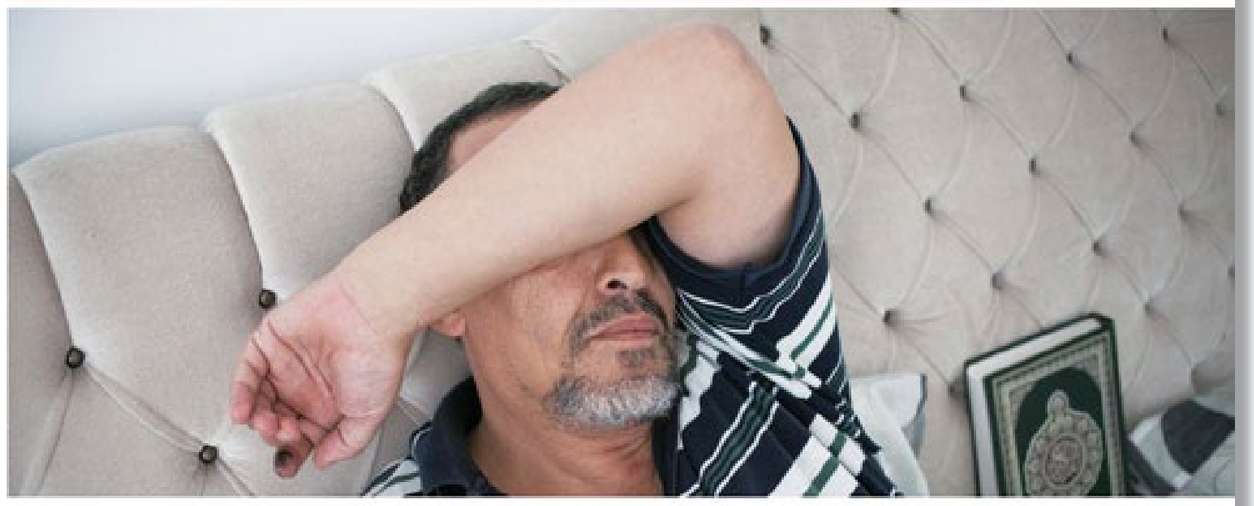
REPORTAGE / CAMPAGNE DE SENSIBILISATION /

ACAT FRANCE

Action des chrétiens pour l'abolition de la torture



ACAT-France et Freedom Without Borders



TUNISIE. JUSTICE : ANNÉE ZÉRO

Janvier 2015

en collaboration avec et l'association Soumoud

REPORTAGE /

AFD TUNISIE

Agence Française de Développement
2016

Reportage photographique
Formation professionnelle pour les jeunes en Tunisie

Série de reportages en Tunisie
› Montrer les actions de l'AFD pour l'aide à la formation professionnelle en Tunisie.

› Rapport Annuel, reportage, portraits, video

Centre d'art et de verre soufflé La verrerie de Carthage >
Avril 2016

^ Groupement de développement agricole des pêcheurs de Hesis Jerbi.
Avril 2016

^ Centre de formation en construction métallique de Médenine
Avril 2016

2015
CE QU'IL FAUT RETENIR

FORMATION ET EMPLOI

Une jeunesse en quête d'avenir

TUNISIE – ***En Tunisie, 18 % des jeunes sont sans activité et les diplômés du supérieur sont les plus touchés : 33 % d'entre eux cherchent un travail. En cause, une économie en berne, un secteur touristique sinistré, mais aussi une inadéquation entre leurs compétences et les besoins des entreprises. Dans une période sensible pour l'avenir du pays et la pérennité de sa jeune démocratie, pouvoirs publics, directeurs de centres de formation, acteurs de la société civile et entrepreneurs se mobilisent pour changer la donne, accompagnés de bailleurs internationaux comme l'AFD.***

Portraits de personnalités qui lancent leur entreprise et s'engagent au quotidien au service de la jeunesse.

Mohamed Belaïd, directeur du centre de formation en soudure et métallurgie de Menzel Bourguiba

« Nous devons redorer le blason des centres de formation. »

En ce matin d'avril, Mohamed Belaïd, le directeur du centre, est très affairé. Il prépare, avec son équipe, la participation du centre au Salon de la formation professionnelle de Tunis. Une opportunité pour montrer ses atouts, dans un pays où le mythe de l'enseignement supérieur demeure. Beaucoup de jeunes s'orientent vers des cursus en sciences humaines à l'université qui n'offrent que peu de débouchés, alors que *« le secteur de la soudure et de la métallurgie est porteur et [que] tous nos diplômés trouvent du travail »*, explique Mohamed Belaïd. Celui-ci accueille chaque année 750 élèves, qui se préparent au CAP, au BTP(1) et au BTS, avec une première promotion qui sera diplômée en 2016. Dans les années à venir, le centre va développer la formation à distance, ainsi que la certification de tous les diplômes aux standards internationaux. Un gage de qualité qui permettra de faire reconnaître les compétences des jeunes à l'échelle nationale et internationale.

(1) Brevet de technicien professionnel.

Hichem Mejri, directeur du centre des métiers de l'aéronautique à M'Ghira

« Il faut intégrer plus de rigueur dans nos pratiques. »

La recherche de la qualité, c'est aussi la préoccupation d'Hichem Mejri, directeur du centre des métiers de l'aéronautique installé dans le Grand Tunis. Le centre a été créé en 2010 avec l'arrivée de l'industrie aéronautique en Tunisie. Pour pouvoir recruter localement, il fallait former des techniciens. Alors, jusqu'à fin 2014, le centre en a formé 940, à la demande des entreprises. *« Dans l'aéronautique, le contrôle qualité est essentiel. Le fuselage, la réalisation des matériaux composites ne tolèrent aucun défaut. Dans le cadre de ces formations continues, les entreprises nous donnaient donc des cahiers des charges très précis, venaient réaliser des audits »*, confie Hichem Mejri. Une méthode dont il va s'inspirer pour le lancement des cycles de formation initiale, prévu pour septembre 2016. *« Ces procédures très rigoureuses demandent à l'ensemble du personnel de travailler différemment. C'est une démarche exigeante mais elle est indispensable si l'on veut devenir la vitrine du secteur de l'aéronautique en Tunisie »*, conclut-il.

Nourhene Ksiksi, créatrice d'Artdeco

« Je me donne trois ans pour consolider mon entreprise. »

À 28 ans, Nourhene Ksiksi est diplômée de l'École supérieure des beaux-arts de Tunis. Après deux ans d'expérience dans des sociétés d'aménagement intérieur, elle a décidé de créer son entreprise de fabrication de meubles sur mesure.
À Médenine, dont elle est originaire. Pour lancer son affaire et acheter les machines, elle a bénéficié d'un crédit de la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS). Mais lui manquait la trésorerie. Elle a alors frappé à la porte d'Initiative Médenine, qui lui a accordé un prêt de 10000 dinars à taux zéro et sans garantie personnelle. De quoi se lancer, payer ses trois employés et acheter la matière première. *« Au début, le plus difficile a été de gagner la confiance des clients et de trouver des employés formés »*, raconte-t-elle. Mais elle anticipe déjà la suite: en 2016, elle ambitionne de se doter d'un showroom et d'engager une secrétaire.

REPORTAGE / EXPOSITION /

AFD TUNISIE

Agence Française de Développement

Reportage photographique
Exposition « LES QUARTIERS POPULAIRES EN TUNISIE » 2014
Tunisie

Série de reportages dans les quartiers populaires de 8 villes de la Tunisie:
Tunis Ettadhamen / Fouchana / Manouba / Le Kef / Kairouan/ Gafsa / Médenine

› Montrer les actions de l'AFD en Tunisie et de la réhabilitation des quartiers populaires.
› Conception et réalisation d'une exposition de sensibilisation.

EXPOSITION PHOTOGRAPHIQUE
DU 21 MAI AU 8 JUIN

Lilas Extra
Lilas Bébé
Binto

L'AFD EN MÉDITERRANÉE
ET AU MOYEN-ORIENT

PORTRAITS / EXPOSITION / ÉDITION

SOUS LE JASMIN

Histoires d'une répression en Tunisie

Coordination, Direction artistique et photographies
Interview et rédaction des témoignages.
Scénographie de l'exposition

Production:
Organisation mondiale contre la torture.
2013 / 2016
Tunisie

Exposition de portraits de victimes de torture et mauvais traitements en Tunisie.

2013-2015 Tournée nationale en Tunisie
2015-2017 Tournée internationale
Festival du Film des droits de l'Homme. Paris. France
Festival des Droits Humains. Genève. Suisse.
Amnesty International Canada. Montréal.
Festival des Francophonies. Limoges. France
...

Partenaires opérationnels et financiers :

OMCT
Réseau SOS-Torture

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

L'ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE PRÉSENTE

SOUS LE JASMIN

PUISER DANS LE PASSÉ DES FORCES POUR L' AVENIR

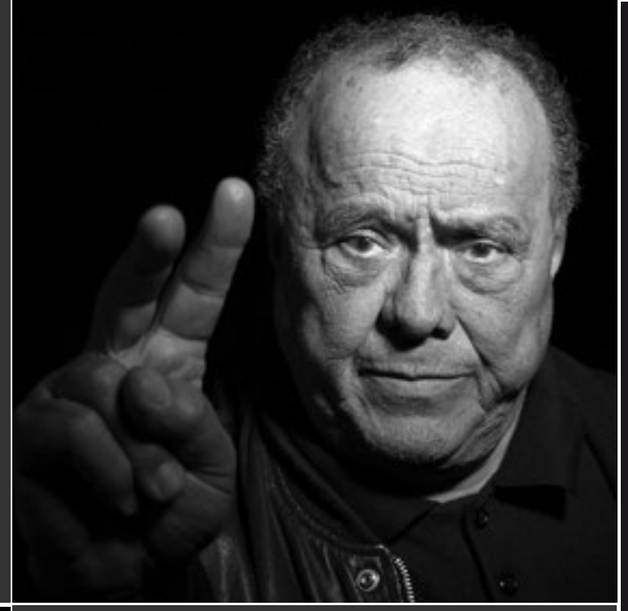
une exposition de Augustin Le Gall

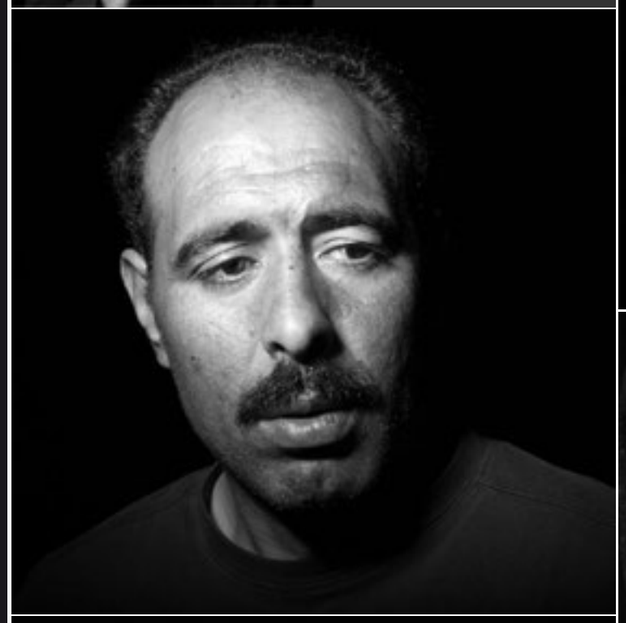
“In 2000, the police arrested, beat and tortured me while I was visiting a journalist friend, who was on hunger strike. They threw my body into the forest of Kerich el Ghaba, thinking I was dead”

Ali Ben Salem

“Torture is terrible, it's like dying repeatedly.”

Salah Zeghidi





“I hope that women can freely tell their stories, because we will not change if the truth is not revealed.”

Najet Gabsi

“I discovered a system that, in addition to physical torture, wanted to destroy the personality of each individual.”

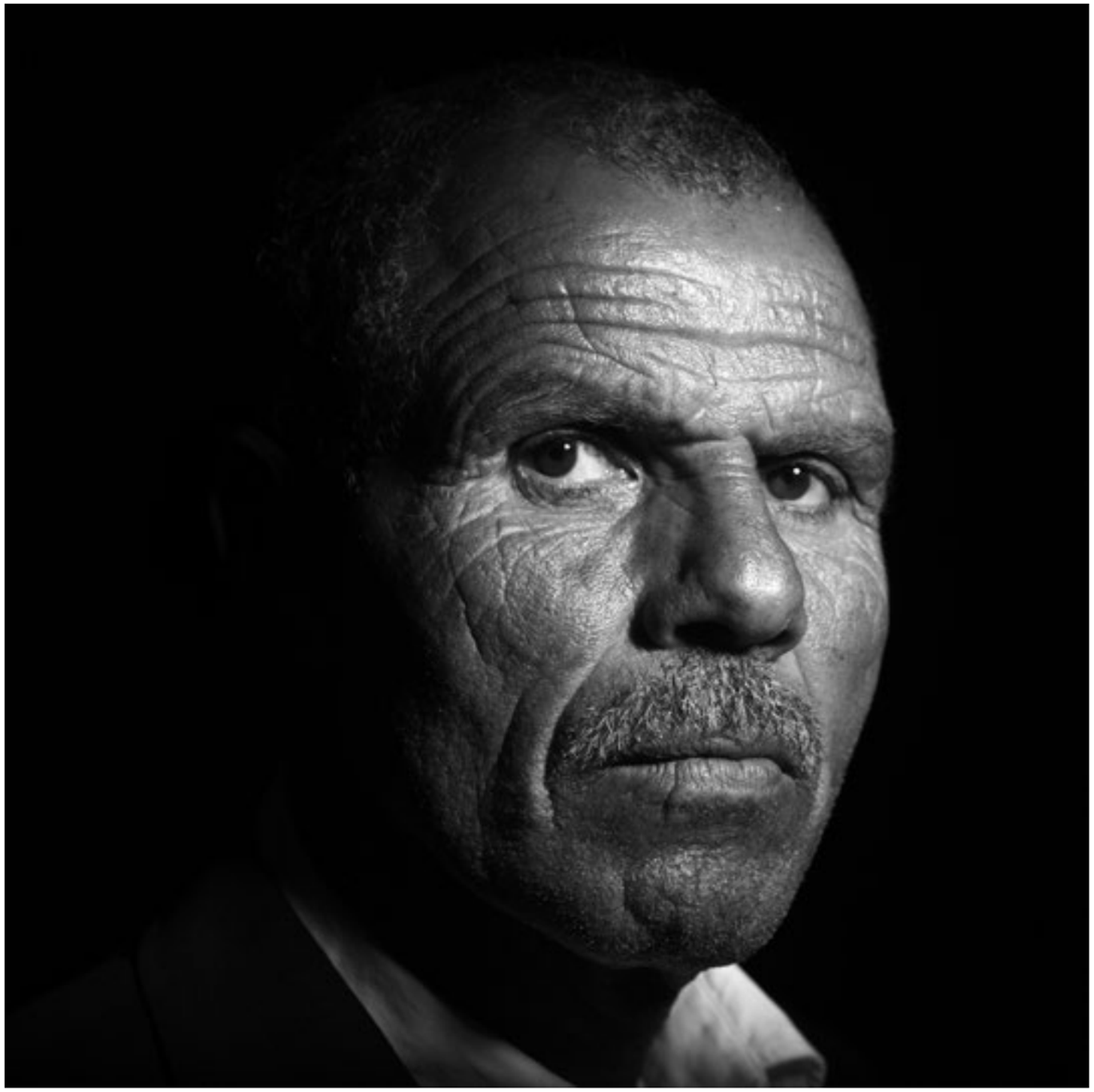
Houcine Ghodbane

ALI BEN SALEM
MILITANT DES DROITS HUMAINS

“En 2000, la police m’a arrêté, battu puis torturé alors que je rendais visite à un ami journaliste en grève de la faim. Ils ont jeté mon corps inerte dans la forêt de Kerch el Ghaba, en pensant que j’étais mort.”

SAADIA ALI
CITOYENNE

“En institutionnalisant la torture, les dictateurs fabriquent eux-mêmes leurs propres ennemis.”



HOUCINE ALIM
OPPOSANT

Pour que la torture disparaisse, il faut se battre contre l'ignorance à tous les niveaux. Le respect de la liberté de chacun doit s'apprendre. C'est toute une mentalité qui doit évoluer.

RIM AROUSSI
ÉTUDIANTE

La torture est le grand problème de la Tunisie aujourd'hui. Toutes les générations et toutes les tendances politiques ont été touchées par les traitements cruels et inhumains.

PRESSE & TV

. Radio Canada. Octobre 2014
. La Presse (Canada). Octobre 2014
. Libération. Octobre 2014

. Maghreb Orient Express. TV5. Octobre 2014
. Al jazeera Arabe. Décembre 2013

“ Le noir et blanc, la lumière judicieusement dirigée et les vêtements sombres portés par les victimes créent une ambiance dramatique et grave pour chaque photographie.”

Eric Clément. Journaliste. La Presse (Montréal). 11 octobre 2014 Montréal (CANADA)

REPORTAGE /

OMCT

Organisation Mondiale Contre la Torture

Reportages photographiques et activités
Outlis visuels et communication
Rencontres avec public spécifique

OMCT
Réseau SOS-Torture

^ Réunion mensuelle entre journalistes et l'OMCT
Manifestation en soutien aux victimes de la torture en Tunisie >

Sur une idée originale d' Augustin Le Gall, l'Organisation Mondiale Contre la Torture et le photojournaliste se sont associés pour produire une exposition photographique intitulée « Sous le jasmin : histoires d'une répression ».

Ce projet, qui est une première en Tunisie, présente les témoignages de 34 personnes, hommes et femmes de divers horizons et diverses régions de la Tunisie, qui ont subi la torture ou la répression. Traversant l'histoire de la Tunisie, depuis son indépendance en 1956 jusqu'après la chute de la dictature en 2011, ces 34 victimes nous livrent leur histoire, à la fois singulière et collective. Une histoire partagée qui marque les stigmates de la violence sur les corps et dans les esprits.

34 hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, tunisiens ou amis de la Tunisie, militants de gauche ou se proclamant nationalistes arabes ou islamistes, syndicalistes ou étudiants activistes. Bref des tunisiens parmi les tunisiens, ayant comme vœux de contribuer à rétablir la vérité, dénoncer les atteintes à l'intégrité humaine et asseoir les fondements nécessaires pour une justice transitionnelle effective et la construction d'un état de droit.

« Sous le jasmin » leur est, avant tout, dédié.

« Sous le jasmin » a déjà tourné à travers toute la Tunisie via plusieurs structures culturelles situées dans les 24 gouvernorats, auprès d'associations qui l'ont réclamée ou encore au sein de l'Assemblée Nationale Constituante, mais également à l'étranger (en Suisse et au Canada). L'exposition continuera son parcours à travers le pays et s'installera partout où cela est envisageable : dans les universités, les lycées et les lieux publics, etc.

Photographie de Couverture: Ali Ben Salem © Augustin Le Gall

La torture, c'est quoi ?

Le terme « torture » désigne tout acte par lequel une **douleur** ou **des souffrances aiguës, physiques** ou **mentales**, sont **intentionnellement infligées** à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des **renseignements** ou des **aveux**, **de la punir** d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, **de l'intimider** ou **de faire pression** sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un **agent de la fonction publique** ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite… »

Article 1, Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Méthodes de torture

La situation en Tunisie

Les citoyens tunisiens ont été exposés à la violence, aux mauvais traitements et à la torture depuis des décennies.

Depuis la chute de l'ancien régime, un rayon de démocratie semblait être possible. Mais malgré ses valeurs de dignité et de liberté revendiquées durant la révolution, ces anciennes pratiques se sont poursuivies. Des déclarations de l'ONU en 2014 affirment que la torture et les mauvais traitements n'ont pas disparu pendant la transition démocratique. Des rapports de la société civile ne cessent d'émerger et de déclarer que cette pratique persiste encore. Pourtant, aucun auteur présumé dans les affaires de torture et de mauvais traitements n'a été jugé pour les actes qu'il aurait commis.

Des réformes ont cependant été faites sur le plan législatif : l'interdiction de la torture et son imprescriptibilité dans la Constitution tunisienne ou encore l'adoption de la loi visant à établir une instance Nationale pour la Prévention de la Torture, permettant à un comité d'experts de faire des visites inopinées dans tous les lieux de privation de liberté. Le processus de la justice transitionnelle en Tunisie cherche, en outre, à faire un travail de mémoire afin, entre autres, d'éviter le risque de répétition des anciennes pratiques.

Mais cela est-il suffisant ?

D'autres mécanismes de protection sont nécessaires pour prévenir la torture. L'accès à un avocat dès la première heure de la garde à vue et à un examen médical sont des garanties nécessaires pour s'assurer d'une procédure transparente et d'un procès équitable. La lutte contre l'impunité sous toutes ses formes doit être un élément clé afin de construire une nouvelle Tunisie démocratique.

Ensemble, veillons au respect du droit à la dignité humaine et à l'intégrité physique !

^ Livret pédagogique pours les étudiants des universités tunisiennes

Stand et mobilisation dans l'espace public pour la journée internationales en soutien aux victimes de la torture >

SOUS LE JASMIN
OMCT

REPORTAGE PHOT & VIDEO

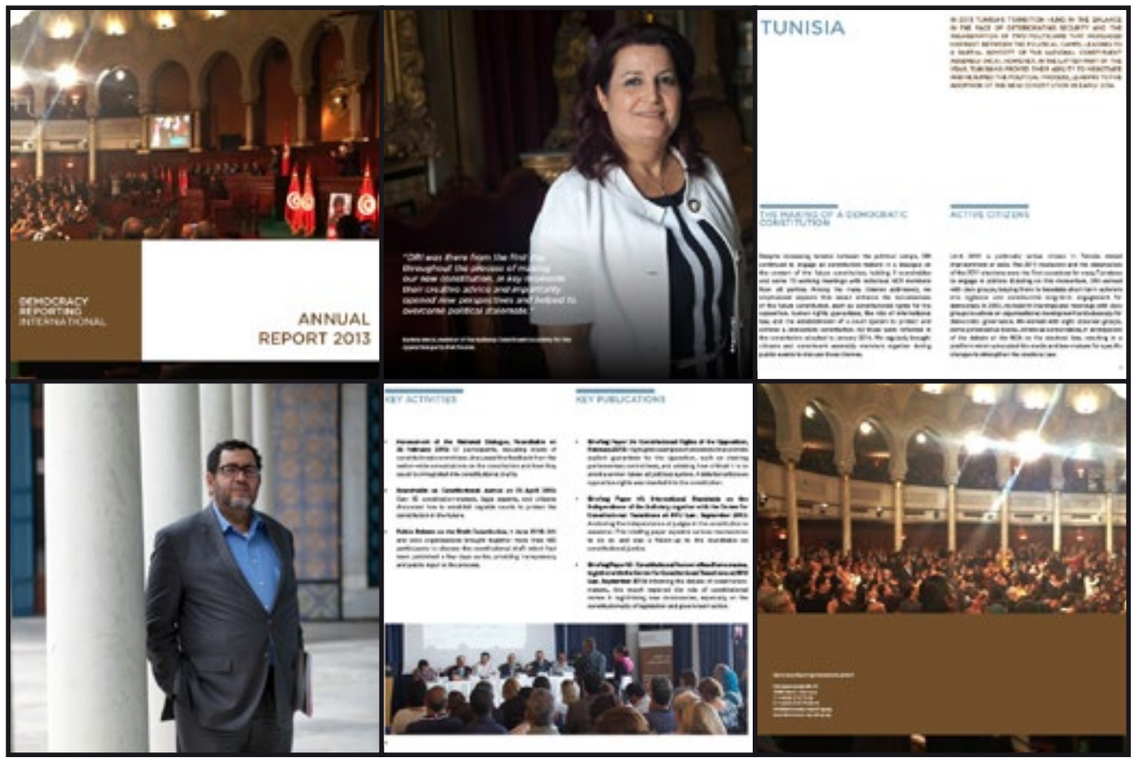
DRI TUNISIE

Democraty reporting International

Réalisation de deux clips videos de 3 minutes
interview des députés de l'ANC et société civile

Portraits pour le rapport annuel de DRI

2014



REPORTAGE / EXPOSITION / EDITION

PRINTEMPS ARABE
TUNISIE

EXPOSITION AMNESTY LONDRES
PUBLICATION AMNESTY FRANCE
EXPOSITION RÉGION PACA

Photographies
Augustin Le Gall

Londres. Royaume-Unis
France

2011-2013

AMNESTY INTERNATIONAL

^
Exposition collective “True Defiance: Tunisian’s jasmine revolution” au centre des droits de l’homme, Amnesty International London.
Nov. 2011

QUESTIONNNER MILITER COGITER

N°313 | DÉCEMBRE 2012 | 3,50 €

LA CHRONIQUE

LE MENSUEL D'INFORMATION ET D'ACTION SUR LES DROITS HUMAINS

AMNESTY INTERNATIONAL

TUNISIE
À la croisée des chemins

ENQUÊTE En octobre 2011, les Tunisiens exhibaient avec fierté leurs doigts bleuis par l'encre à la sortie des bureaux de vote. Les premières élections libres dans ce pays suscitaient alors l'enthousiasme. Un an plus tard, un rapport d'Amnesty International titre *Tunisie : un pas en avant, deux pas en arrière* ? L'espoir laisse place au doute et même à la peur. Pour échapper à une logique binaire, il n'est pas inutile d'effectuer un petit retour en arrière. D'où vient-on ? *La Chronique* ouvre ce dossier consacré à la Tunisie par une galerie de portraits en hommage à ceux qui ont payé très cher leur combat pour la liberté sous le régime de l'ancien président Ben Ali.

PHOTOS ET TEXTES D'AUGUSTIN LE GALL

TUNISIE
PAROLES DE VICTIMES

NAJOUA REZGUI

Najoua Rezgui, *a été emprisonnée entre 1994 et 1997 pour avoir milité au sein de l'Union générale des étudiants tunisiens suite à la manifestation 1er novembre 1994 contre les ethernes universitaires à Kasnoun. Pendant ses vingt-huit mois d'emprisonnement, Najoua a été déplacée dans trois prisons différentes.*

« Je me rappelle du nombre important de policiers et de la violence affichée contre nous ce jour-là. Mais ce que je retiens aujourd'hui, c'est la solidarité des paysans aux alentours de la faculté qui ont caché les étudiants agressés. C'est ce jour-là que j'ai pris confiance en ce peuple. Pendant cette période [d'emprisonnement], j'ai découvert l'autre Tunisie, cruelle et dure. Mais, pour moi, être emprisonnée pour ses idées est la plus dure des tortures ».

AZIZ AMAMI

Jeune activiste tlnguevu, Aziz Amami a été confronté, dès le lycée, au système de répression du régime de Ben Ali. À l'université, il s'investit pour défendre les droits des étudiants puis, plus tard, dénonce les problèmes socio-économiques et la censure.

« Je ne me rappelle plus du nombre exact des arrestations. Un ami disait que je devais figurer dans le manuel d'éducation du policier tunisien, tellement j'ai été arrêté ! Je garde encore des traces physiques mais pour moi cela ne doit pas faire oublier pourquoi j'ai subi cette répression. Mes idées sont plus importantes. J'ai connu la brutalité d'un système autoritaire pour mes idées mais la torture a aussi été appliquée aux prisonniers de droit commun. Malgré les crimes commis, les responsables doivent être traités comme des êtres humains. Ça non plus, il ne faut pas l'oublier ».

ENQUÊTE Les progrès en matière de droits humains réalisés dans les mois qui ont suivi la chute de l'ex-président Ben Ali sont actuellement battus en brèche par l'équipe gouvernementale au pouvoir. La Constitution en phase d'être finalisée constituera un test.

REPÈRES

17 décembre 2010. Mohamed Bouazizi, un vendeur ambulant s'immole par le feu, déclenchant un mouvement contre le chômage et la vie chère.

14 et 15 janvier 2011. La police tire dans la foule à Kasserine, faisant au moins 20 morts. Le mouvement s'étend à l'ensemble de la Tunisie. Sa sécurité, la contestation devient politique.

14 janvier 2011. Ben Ali fuit le pays après vingt-trois ans de pouvoir.

23 octobre 2011. premières élections libres de l'histoire de la Tunisie.

12 décembre 2011. Marzouki Moncef, ancien président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, devient président de la République.

À LIRE

Tunisie : un pas en avant, deux pas en arrière ! MDE 30/010/2012

Ce document publié par Amnesty international s'appuie sur les informations collectées depuis le soulèvement, en particulier sur celles que l'organisation a recueillies lors d'une visite en Tunisie du 17 au 28 septembre 2012. Les délégués d'Amnesty ont interrogé de nombreux proches de personnes tuées pendant les émeutes ou blessées lors des manifestations, à Kasserine, Regueb, Thala et Tunis. Les délégués de l'organisation ont également rencontré des avocats, des représentants d'organisations tunisiennes et internationales de défense des droits humains, des journalistes, des responsables gouvernementaux et des diplomates.

… servent pour objectif de discréditer la réalité. La fin de la dictature a levé le couvercle. L'image d'une Tunisie ouverte, accordant un statut d'avant-garde aux femmes, moderniste, laïque même, se révélait un trompe-l'œil. C'était une vitrine, un capital politique destiné à légitimer un pouvoir aux mains de clans qui avaient pactisé l'Etat pour vampiriser l'économie.

LES ÉCHECS DE LA MODERNISATION

La société que l'on découvrait est le produit des livres-de-projet d'Habib Bourguiba, le père de l'indépendance, dont l'héritage moderniste a échoué sur deux points. Le premier est le retour-vous manqué avec la démocratie. Son accession au pouvoir est marquée en particulier par la répression de l'opposition emmenée par Salah Ben Youssef en 1956, qui a mené à la guerre civile et installé la torture au cœur du système de gouvernement. Dès 1966, Ahmed Ibn, l'une des grandes figures du mouvement national et syndical adressait une lettre au chef de l'Etat dans laquelle il plaidait pour la démocratisation et dénonçait déjà toutes les dérives : la dictature politique, la mise au pas de la société civile, l'accaparement de l'économie, la confiscation du pouvoir. La répression implacable qui a envoyé à la prison et à la torture 30000 membres plus ou moins proches d'Ennahdha durant les années Ben Ali, et s'est employée à les briser socialement, a renforcé le mécontentement dans les milieux familiaux et collectifs. Le second échec de la modernisation est la mauvaise fonction des régimes autoritaires au profit de la côte, seule réelle bénéficiaire, créant un décalage sociologique et culturel croissant.

Ben Ali, en prenant le pouvoir le 7 novembre 1987, a remplacé le symbolique de « l'indépendance », par celle du « changement » – formule incantatoire rapidement vidée de tout contenu –, tout en se revendiquant de l'héritage modernisateur de Bourguiba, de son côté, Leila Trabelsi, son épouse, vantait les vertus du féminisme. Alors que dans la réalité, l'inégalité régnante n'a cessé creuser entre la majorité de la population dans un archaïsme et la médiocrité culturelle.

L'effet le plus pervers de ces discours de dictature est d'avoir associé la modernisation, le rapprochement avec l'Europe, le féminisme, à la répression et à la corruption éhontée du régime. Ce n'est pas le terreau le plus propice à l'épanouissement de la culture des droits humains. D'autant que, pour compenser l'épuisement du mythe du « changement », Ben Ali a largement instrumentalisé la religion pour tenter d'en tirer un surcroît de légitimité, et ouvert la porte aux prédicateurs étrangers les plus rétrogrades. En revanche, la censure interdisait l'entrée en Tunisie de la littérature produite par les cadres en exil d'Ennahdha, témoignant de l'évolution de l'islam politique pour intégrer la question de l'Etat, du pluralisme et des droits dans les références religieuses. La « rempart contre l'islamisme » a donc plutôt participé à la surenchère de la radicalisation.

Si le débat public post-dictature, autour du droit des femmes, de la liberté d'expression, de la place de l'universalisme… donne l'apparence d'une régression, il s'agit plutôt d'un retour du refoulé. D'une résurgence de tout ce que le discours officiel a figé dans la matière d'un dogme de plus en plus en décalage avec la réalité sociale.

RÉFORMISME MUSULMAN

Mais ces questionnements structurent la vie intellectuelle et politique tunisienne depuis la moitié du XIXe siècle, quand l'Empire ottoman, réalités de la Tunisie, était confronté à la puissance impériale européenne et cherchait à l'égaler sans renoncer aux références islamiques. Cette préoccupation avait donné naissance au réformisme musulman incarné en Tunisie dans l'entreprise des beys représentant l'autorité de la Sublime Porte : Ahmed Bey au pouvoir de 1837 à 1855 qui a aboli l'esclavage en 1846, ou encore Khereddine Pacha (1873-1877) créant la Tunisie d'institutions modernes. Ils se sont heurtés à leur époque aux conservatismes qui refusaient toute ouverture aux idées extérieures.

Bourguiba avait prolongé cette œuvre, en renouvelant le débat. Aujourd'hui, les valeurs ont sauté et, dans le chaos d'un bouleversement politique, les Tunisiens ont la possibilité de la reprendre pour réinventer leur propre synthèse.

THOMAS BRESSON

Le Manifeste d'Amnesty international pour les droits humains en Tunisie MDE 30/001/2011.

Qui sont-ils pas signé le manifeste, Moncef Marzouki est venu soutenir un signataire par la suite à la section tunisienne d'Amnesty International.

UN PAS EN AVANT DEUX PAS EN ARRIÈRE ?

S'il fallait un visage au désenchantement de cette période post-Ben Ali, ce pourrait être celui des familles des victimes tuées lors la répression du soulèvement, en janvier 2011. Pas un discours politique qui ne s'ouvre sans un éloge de tyrannie pour juste « *fallitat un sang des martyrs* ». Pourtant, dans le regard désespoir des parents de ceux dont la mort a été l'élément décisif dans la chute de Ben Ali, on ne lit qu'une interrogation sans réponse : « *qui est responsable ?* ». Faute d'avoir pu mettre chacun devant ses responsabilités, les condamnations prononcées en juin et juillet 2012 par les tribunaux militaires de Tunis, du Kef et de Siliu, ont laissé un goût amer d'inachevé. Aucun des accusés n'assume la responsabilité d'avoir donné l'ordre de tirer, alors que la brûlure de la répression a été établi par une commission d'enquête à l'ON victimes, dont plus de la moitié après la fuite de Ben Ali. Tous ne désignent qu'un coupable, l'ex-président, condamné plusieurs fois à perpétuité par contumace. Mais, comme le relève Hamdou Rudj Sahraoui, *chercheur d'Amnesty pour la Maghreb et la Peuche. Ortant, « la lourdeur symbolique de cette peine virtuelle ne remplace pas la vérité sur les événements »*, sans doute en raison du poids que conserve le ministère de l'Intérieur, véritable instrument de surveillance, de harcèlement et de répression du régime pendant des décennies. Aucune réforme de …

RCD
Dégage

MUSULANS,
JUIFS
+CHRETIENS
NOUS SOMMES
TOUS TUNISIENS

Exposition collective PRINTEMPS ARABES
REGION PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR
commissaire d'exposition ALAIN MINGAM

2012
Marseille. Région PACA

ÉDITION

LA CITÉ
CLOVIS HUGUES

Photographies
Augustin Le Gall

2010
Marseille. France

Créé en 1932, le groupe Clovis Hugues est un des premiers HBM – Habitat Bon Marché- de Marseille, devenu aujourd'hui logementaHLM. Quatre générations s'y sont succédées au gré des événements et émotions qui ont jalonné les 70 dernières années : joie des familles d'être logés décemment dans les années 30, drame de la guerre et du bombardement de Marseille, fermeture des usines du quartier, réhabilitation des immeubles dans les années 80, fermeture des commerces de proximité, arrivée de nouveaux habitants en provenance de la méditerranée et des Comores, etc. Ainsi, au fil du temps, le groupe Clovis Hugues s'est constitué une véritable identité, faite à la fois des identités individuelles et des événements vécus collectivement.

Association Récits
Editions REF2C

«Sous un même toit». Clovis Hugues, un groupe d'habitat social - Marseille, 1935 - 2009»

Textes et propos recueillis : Marie d'Hombres et Blandine Scherer, Photographies : Algo, Illustrations : Dek. Aux Editions Ref2C octobre 2010

CULTURE ET PATRIMOINE

/ PATRIMOINE

PAGES JAUNES

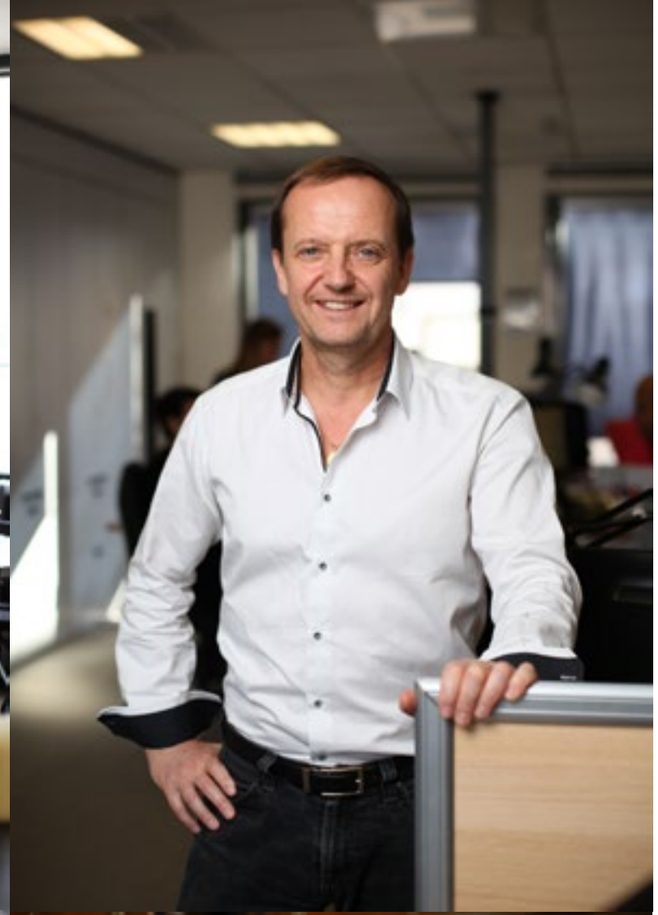
Guides visuels des activités économiques à Versailles

Reportage photographique & Portrais

Série de reportages et portrait de commerçants, artisans d'arts, professions libérales de Versailles et sa région.

Guide visuel sur les valorisation des métiers de la région.
2017.

Outils
Photographie
Portrait Studio en situation reportage



FAIAR
PROMO#6

Photographies
Augustin Le Gall

2014. Marseille

«INTERSTICES»
est une création originale pour la promotion 2015-2017 de la FAIAR.
Mise en lumière de l'espace public par une série de photographies originales révelant l'univers de la FAIAR.
{Formation avancée et itinérante des arts de la rue}

FAi-AR
APPEL À CANDIDATURES
6e PROMOTION 2016/2017
DEVENIR
AUTEUR DE L'ESPACE PUBLIC

FAi-AR
APPEL À CANDIDATURES
SE FORMER À LA CRÉATION
ARTISTIQUE EN ESPACE PUBLIC

/ EXPOSITION

PATRIMOINE IMMATÉRIEL GNAWA, ENTRE TRADITION ET CRÉATION

Direction artistique / Photographies/
Augustin Le Gall

2010-2016

«Gnawa, tradition et création. Du sacré et du profane» est une exposition itinérante, entremêlant photographies et documentaire sonore, qui nous invite à découvrir l'univers des musiciens Gnawa des pays du Maghreb. Dans tout le Maghreb, un culte des génies s'est répandu par les routes tracées entre le Magheb et l'Afrique Sub- Saharienne. Appelés Gnawa au Maroc, Diwan en Algérie et Stambali en Tunis, ce culte témoigne de l'histoire de cette pratique thérapeutique et de la richesse de cette tradition aujourd'hui en pleine mutation.

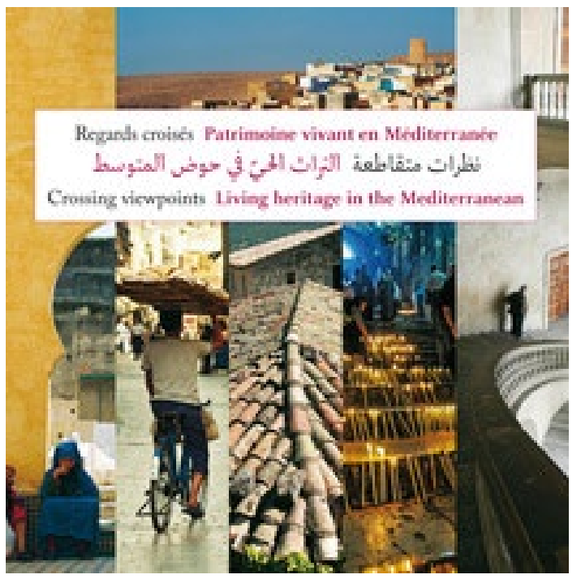
«GNAWA» pose une réflexion sur une pratique musicale qui puise son origine dans le sacré et qui évolue aujourd'hui dans l'univers culturel et artistique.

www.projetgnawa.com

Partenaires opérationels et financiers :

DG Éducation et culture
Programme «Jeunesse en action»

EUROMED
Euromed Heritage



Transmis par-delà les siècles, le patrimoine des pays de la Méditerranée est le reflet direct de l'histoire des sociétés, une histoire exceptionnellement riche dans bien des domaines. Sites archéologiques et monuments, paysages ruraux et urbains, bâti vernaculaire, traditions et savoir-faire témoignent des multiples facettes de ce passé et des relations entre des peuples de cultures et de croyances très différentes, mais ayant tous en commun - et en partage - les rivages d'une même mer, celle « qui est au milieu » de la terre.
Ouvrage en français-anglais-arabe
Edition Désiris

EXPOSITION / ÉDITION

LA VIE EN OC, MUSIQUE !

Edition Carnets Méditerranéens
Photographies
Augustin Le Gall

2011

Depuis une dizaine d'années, une nouvelle dynamique existe dans le milieu de la musique dite « occitane ». Chanteurs et musiciens valorisent la langue d'Oc dans leurs répertoires, reprennent et réinventent des traditions musicales, tout en appartenant à des genres musicaux très variés (chanson, rock-électro, reggae-ragga, folk, blues, traditionnel…). Ils multiplient les rencontres musicales et s'inspirent des traditions venues de différentes régions du monde, dont plus particulièrement celles des deux rives de la Méditerranée.

Chanteurs affirmés et débutants constituent un univers riche et foisonnant qui attire les jeunes générations comme les plus anciennes.

Région PACA

128 pages
photographies couleurs
éditions Carnets Méditerranéens
février 2011

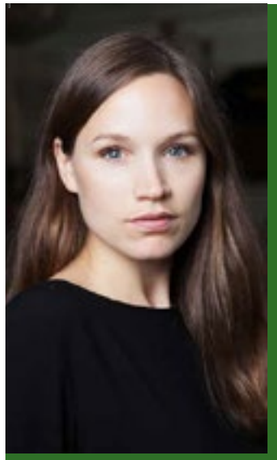
ÉDITIONS

ÉDITIONS NATUR & KULTUR

Photographies
Portraits
2014. Tunis

Couverture pour le livre de la journaliste Fanny Härgestam, sur la question des femmes en Tunisie.

Portrait pour la presse suédoise et internationale.



FANNY HÄRGESTAM (f. 1983) är journalist och arbetar för bland annat Sveriges Radio och Sveriges Television. Hon har under de senaste åren rapporterat kontinuerligt från Tunisien. *Det här är vår tid* är hennes debutbok.

Amiras man sköts till döds när han protesterade mot diktatorn Ben Ali. Mitt i sorgen måste Amira påbörja ett nytt liv och försörja sig själv, men grannarna och släkten i den lilla tunisiska byn är ständigt på sin vakt. Vad får man egentligen göra som ensamstående mamma?

Samtidigt ska ett nytt Tunisien byggas upp efter diktatorns fall – och i den kampen är kvinnors rättigheter en central stridsfråga. Parallellt med berättelsen om Amira följer vi demokratikämparna Selma, Meherzia och Mabrouka under tre turbulenta år, från den arabiska vårens gryning och fram till Tunisiens nya konstitution.

FANNY HÄRGESTAM följer sina huvudpersoner, varav flera är centrala politiska aktörer, under en period av intensivt demokratiskt fotarbete. Det är ett unikt dokument över den arabiska våren – och en tidlös bild av hur kvinnors rättigheter alltid måste försvaras.

Fanny Härgestam

Fanny Härgestam

DET HÄR ÄR VÅR TID

Fyra kvinnor efter revolten i Tunisien

DET HÄR ÄR VÅR TID

ISBN 978-91-27-13814-8

NATUR & KULTUR

Amira har cirka 10 000 kronor i besparingar, litervis med olivolja under diskbänken, tre barn och en oro i magen. I TV-sändningarna pratas det om arbetet uppe i Bardopalatset, Tunisiens parlamentsbyggnad.

Jag berättar om ledamöternas iver att få till en demokratisk grundlag. Stora ord används. Frihet, självständighet, rättvisa – allt i revolutionens namn. Jag frågar om de stora orden. Säger de henne någonting?

–Frihet? Vadå frihet? säger Amira med ilska i ögonen som tåras där hon vilar mot madrassen.

–Jag är mindre fri nu än jag var före revolutionen, säger hon. Jag kände mig fri med min man och nu är han död. Revolutionen har bara fört problem med sig.

OMSLAG: NIKLAS LINDBLAD, MYSTICAL GARDEN DESIGN
OMSLAGSFOTO: XXX
FÖRFATTARPORTRÄTT: AUGUSTIN LE GALL

”Arabiska våren är vår generations Berlinmur”

Fanny Härgestam skriver om tiden efter tunisiska revolutionen

INTERVJU Efter revolutionen i Tunisien 2011 som inledde den arabiska våren har Tunisien behövt bygga upp en demokrati från noll. Journalisten Fanny Härgestam skildrar den processen utifrån fyra kvinnors berättelser i boken Det här är vår tid.

Den arabiska våren och dominoeffekten av ansatta diktatorer blev snabbt till en bust.

Libyen är ett land i kaos, regeringen har kollapsat och miljoner människor om makten. I Egypten ersattes den valda regeringen av en militärkupp. I inbördeskriget i Syrien har över 200 000 människor dött. Men det finns en framgångshistoria, som först sin gemlika medmänskaper till Mauritius: Tunisien, som bröt styrts av diktatorn Ben Ali i 23 år, som hela den arabiska våren började när grönsakshandlaren Mohammad Bouazizi tände eld på sig själv och satte igång ett massivt uppror. Och det är i Tunisien om en övergång till demokratiförhållandevis utan strulig. Efter en lång period av politisk kris och flera vändpunkter antog landet en ny konstitution i januari i år, och i november kommer allmänna val att hållas.

Vägen till demokrati

Hur har tröjorvården diktatur och politiskt till demokrati gått till? Och hur påverkas landets medborgare av processen? Det undersöker Fanny Härgestam i sin nya bok Det här är vår tid, där hon följer fyra kvinnor i det postrevolutionära Tunisien.

– För Fanny Härgestam var det kanske av att vilja vara på plats när det händer som Erste Screw till Tunisien hösten 2011.

– Jag kände att det inte gick att vara tristesspectatör år 2011 och missa det här. Det är vår generations Det Stockholm som fallit. Jag tänkte inte åka till Egyptens Tahrir om jag inte talar arabiska och var helt obekant med hela regionen. Eftersom att jag pratar franska och det var relativt lugnt i Tunisien bestämde jag mig för att åka dit. Sedan blev jag helt såld. Det var en sådan demokratisystem, och jag blev helt tagen av människorna där.

”Sedbet i Tunisien”

När Fanny Härgestam lämnade Tunisien första gången var det med flera handlingar om hur landet skulle vattna byggas upp av demokrati och vad som hände i människor under resans gång. De samtalen blev sedan hon bok, parallellt med att rapportera från Tunisien för SVT och Sveriges Radio, samlat material till boken.

Ett centralt tråga efter revolutionen i Tunisien har varit kvinnornas situation. I Tunisien, likvara Egypten och Syrien, var det ofta kvinnor som gick i de främsta demonstrationerna. Samtidigt fanns en oro för att kvinnornas rättigheter skulle backa efter revolutionen, efter att den sekulära diktatorn Ben Ali avsatts. I Det här är vår tid följer Fanny Härgestam följa fyra kvinnor som orienterar sig i omvälvningarna Tunisien. En politiker som arbetar med landets nya konstitution, och Amina, en ensamstående småföretagarna vars man skötts till döds under revolutionen.

Jag ville se vart det tar vägen, och ge kvinnorna utrymme att berätta sina historier.

– Det finns en stolthet i Tunisien att kvinnorna har rättigheter och att landet är modernt på den punkten. Men efter revolutionen fanns det många frågor. Vissa trodde att det skulle ryckas på kvinnors rättigheter, andra att det skulle kunna leda till ett ökat förfall av åsikt vart det tar vägen, och ge kvinnorna utrymme att berätta sina historier.

– Parallellt med arbetet med boken tidigt. Tunisien har gått igenom otroligt turbulenta period de senaste åren och det har återspeglats i både Svenska Kvinnorna jag följt har ibland varit mycket ömsinnade, uppgivna och oroliga vilket har gjort det svårt att få tillfälle dem och prata med dem också. Men för det mesta har saken gått bra. Huvudpersonerna har haft ett starkt och stort tålamod medmig.

Slut på ytan

För kvinnorna i Tunisien har det gått åt två olika håll, säger Fanny Härgestam. Kvinnors rättigheter har skrivits in i sin nya grundlagen – ett klart steg framåt. Paradoxalt har situationen för vissa kvinnor varit förbjudna under diktaturen blivit mer utsatta efter revolutionen.

– Många kvinnor upplever en osäkerhet, de inte riktigt vet vad de vill. Det finns en rädsla för att konservativa islamister ska påverka kvinnor på gatan och vara våldsamma. Sedan tror jag inte ängden om det är ett verkligt hot.

Den revolutionsvåra som Fanny Härgestam mötte 2011 förvann snabbt och ersattes med konflikter mellan sekulära och islamister, med på ledande politiker och av besvärliga Hand medborgarna över hög arbetslöshet och en ekonomi i fritt fall.

– Förra året var en riktig brytpunkt för Tunisien, säger Fanny Härgestam.

– När Morsi ersattes i Egypten 2013 och landet tog en väldigt rädslosam riktning var det många som trodde Ennahdamovement och muslimska. Det skedde ett politiskt mord i samma veva som Morsi ersattes och det fanns en oro att Tunisien skulle gå samma väg som Egypten. Men att landet till sist fick ihop sin nya konstitution lättade det politiska dödläget. När det hände la sig ett lugn över Tunisien.

Varför har just Tunisien klarat sig från panik med de andra länderna i den arabiska våren?

– Tunisien har ett starkt civilsamhälle, med aktörer som fanns på plats länge, tillräckligt ett starkt fack. De har spelat en viktig roll. Landet har också varit befriat från sektariska religiösa. Tunisien påminner om Sverige på det sättet, det finns en sjätteblå av att: ”vi löser saker på ett förnuftigt sätt”. Det finns en kompromisslösa som inte finns i Egypten. Det tror jag varit avgörande.

Jonas Cullberg
jonas.cullberg@etc.se
0708-485710

LUGN ÖVER TUNISIEN. ”Att landet till sist fick fram en ny konstitution lättade det politiska dödläget. När det hände la sig ett lugn över Tunisien”, säger Fanny Härgestam som skrivit boken Det här är vår tid.

ÉDITIONS / EXPOSITION

ÉDITIONS
LE BEC EN L'AIR

Photographies
projet personnel Le dernier Arifa
2015

Catalogue pour l'exposition « Traces… Fragents d'une Tunisie contemporaine»
au Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée.

Exposition mai 2015 › février 2016

AUGUSTIN LE GALL

LE DERNIER ARIFA

INSTALLÉ EN TUNISIE, ETHNOLOGUE DE FORMATION, AUGUSTIN LE GALL (NÉ EN 1980) TRAVAILLE À LA FOIS SUR LE CHAMP DOCUMENTAIRE ET SUR LA PATRIMOINE TUNISIEN, NOTAMMENT À TRAVERS LA MUSIQUE ET LA DANSE.
IL A SUIVI DE PRÈS TOUTES LES ÉTAPES DE LA RÉVOLUTION TUNISIENNE DEPUIS 2011 ET TRAVAILLE SUR UN VASTE PROJET QUI DOCUMENTE LES PRINCIPALES ÉTAPES DE LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE ET SES ENJEUX : LA JEUNESSE, LA LIBERTÉ D'EXPRESSION, LA CITOYENNETÉ, LE RÔLE DES FEMMES, LA JUSTICE TRANSITIONNELLE ET LES DROITS HUMAINS, LES MINORITÉS, LES ARTISTES, LA RELIGION.
LA SÉRIE « ARIFA » TÉMOIGNE DE SON ATTACHEMENT AU PORTRAIT ET À LA CULTURE TRADITIONNELLE TUNISIENNE.

Pourriez-vous présenter votre démarche en quelques mots ?
En tant que photographe et ethnologue, je m'intéresse aux sujets contemporains de société, notamment ceux liés au monde arabe, au patrimoine immatériel, aux minorités et aux droits humains. Le portrait y occupe une place centrale. Depuis quelques années, mon esprit est tourné vers la Méditerranée. Cet espace est un terrain de jeu qui me permet, sans aller très loin, d'être confronté à des cultures différentes et enrichissantes sur un territoire partagé.
J'ai commencé à travailler en 2005 sur le patrimoine immatériel et musical avec notamment un long projet sur les Gnawas du Maghreb et sur la musique occitane dans le sud de la France. Depuis 2011, les soulèvements populaires en Tunisie puis dans les autres pays arabes ont complètement capté mon attention.

Quels rapports entretenez-vous avec la Tunisie ?
Façon polie de me demander ce que je fais ici ! Venant du Maroc, je suis arrivé en Tunisie il y a plusieurs années pour poursuivre un travail sur la musique gnawa (le stambali en Tunisie). En 2011, la vague de la révolution m'a emportée avec elle et *j'ai* ainsi couvert ce processus jusqu'aux dernières élections de la fin de l'année 2014.

Vous abordez des sujets peu connus sur photographes tunisiens, par exemple à travers la série « Sous le jasmin. Histoires d'une répression » ou votre travail sur les quartiers populaires de Tunis. Est-ce votre position extérieure qui vous permet d'être là où d'autres artistes, notamment tunisiens, ne sont pas ?
Avec « Sous le jasmin. Histoires d'une répression », j'ai voulu comprendre la dictature et explorer la valeur du mot « dignité » scandé pendant la Révolution. Je suis donc allé à la rencontre de personnes touchées par la répression afin de donner un visage et une parole à une part sombre de l'histoire de la Tunisie. À travers les profils très différents de femmes et d'hommes (opposants politiques, journalistes, syndicalistes ou citoyens), j'ai pu me rendre compte de l'ampleur du phénomène.
Ce travail de trente-quatre portraits qu'accompagnent les témoignages de victimes de la torture a été une première en Tunisie. L'exposition a fait le tour du pays, a été montrée au Canada et s'apprête à voyager en Europe.
De jeunes artistes tunisiens ont aussi travaillé sur ce sujet sensible et il me semble très important qu'ils s'en saisissent tant la plaie laissée par ces événements peinera à se refermer. À mon niveau, j'apporte peut-être un regard plus distancié, étant moins directement atteint par ces creux de l'histoire.

Comment êtes-vous parvenu à montrer la dignité, et finalement la vie, en parlant de torture ?
Je souhaitais vraiment comprendre l'histoire de cette répression. Lors de mes premiers séjours en Tunisie, en 2006, je ne travaillais pas sur les sujets politiques. J'ignorais la façon dont les militants ou les défenseurs de la liberté d'expression et des droits humains étaient réellement traités. *J'ai* ainsi voulu montrer que chaque histoire individuelle fait partie d'une histoire partagée et collective. Pour tous les portraits, *j'ai* fixé des contraintes similaires : même cadrage, même fond noir, même lumière ponctuelle et contrastée… *J'ai* demandé aux personnes de s'habiller de vêtements sombres, souhaitant que leurs visages surgissent de la lumière. L'intérêt n'était pas d'exposer les corps, les traces de la torture, mais de créer une atmosphère dans laquelle le spectateur pourrait se dire : « l'histoire est dramatique, chaque histoire est dramatique ». Parallèlement, les témoignages révélaient la capacité de chacun à survivre à cette tragédie et donc à avancer. Ces histoires, qui en forment qu'une, doivent être mises au jour, conservées et transmises afin de ne pas oublier et de tout faire pour éviter qu'elles se répètent.

Pour quelles raisons faites-vous de la photographie ?
Je pense que la photographie peut faire évoluer les mentalités ou du moins faire prendre conscience d'une réalité. Je ne m'adresse pas seulement à un public de spécialistes mais je souhaite toucher la plus large audience possible, ce que permet la photographie. Je collabore ainsi régulièrement avec les ONG sur des projets de sensibilisation. La diffusion de mon travail fait également partie de l'acte artistique. Elle est aussi importante que le geste photographique lui-même. Mon rôle est de susciter une réflexion et un débat sur certaines thématiques qui m'intéressent. Pénétrer à la fois des lieux où la photographie est largement diffusée et des lieux auxquels on ne s'attend pas est un enjeu crucial.
Sur un autre plan, *j'ai* toujours perçu la photographie comme une quête. Le fait de chercher me motive. Je suis photographe depuis dix ans mais je commence à peine à trouver une écriture personnelle. *J'ai* expérimenté beaucoup de domaines et de techniques différents. Je me sens à l'aise avec des projets à long terme qui me permettent d'approfondir un sujet de la manière la plus fine possible.
Dans ma démarche, le portrait posé ou en situation occupe une place centrale. Et le format carré s'est imposé de lui-même. Je trouve que c'est un beau format qui se prête à la photographie documentaire et apporte une sensation de lenteur, comme une « pose » sur le monde.

Que vous a apporté la Tunisie ?
Depuis que je me suis installé en Tunisie, en 2011, *j'ai* été baigné d'émotions fortes, qui ont marqué ma pratique photographique. Cette période très intense est à jamais inscrite en moi.
Beaucoup de photographes que j'apprécie cherchent une lumière particulière. Elle devient ensuite la leur et définit leur style. Cette quête est assez excitante, comme dans un jeu de piste qui comporte son lot de surprises, de déceptions et de joies. Les sens doivent être en éveil. *J'ai* découvert cela en Tunisie. *J'ai* été notamment saisi par la lumière mate de l'hiver, lorsque les nuages filtrent les rayons du soleil qui n'éclairent alors que certains fragments du paysage. Elle m'a beaucoup inspiré et a fait évoluer ma pratique.

Dans Le Dernier Arifa, qui est ce personnage que l'on voit dans toute la série ?
Le personnage qui apparaît dans ces photographies s'appelle Riadh Ezzawech. Il est « Arifa », la figure centrale du culte stambali[1], culte de possession d'origine afro-maghrébine où, au cours du rituel, les esprits des ancêtres sont invoqués. Riadh fait le lien entre le monde des esprits et le monde des humains. Il a été choisi par les esprits, les Mlouks et les Djinns, pour transmettre leur puissance.
À l'adolescence, il a été gravement malade. Pour le soigner, ses parents ont fait appel à de nombreux médecins et marabouts mais ceux-ci ont échoué. Un jour, sa mère a rencontré une Arifa qui lui a dit que son fils avait été mordu par un Djinn pour faire de lui un Arifa. Cette dernière l'a alors pris

en charge et lui a enseigné à communiquer avec les Djinns. Après plusieurs années d'initiation, il est devenu lui-même Arifa[1]. Riadh représente une vingtaine d'esprits différents. Chaque fois qu'il organise un rituel, c'est pour appeler les esprits qui vont guérir la personne qui le sollicite (de la maladie, de la mauvaise fortune ou de tout autre chaos symbolique). Lors de ces cérémonies, il est accompagné de six musiciens dont le maître, joueur de gembri, est âgé de plus de 80 ans. Aujourd'hui il ne joue plus et, avec lui vont disparaître des connaissances musicales considérables, d'autant qu'un Arifa ne peut transmettre son savoir qu'à une personne choisie par les Djinns.
En Tunisie, les Arifa disparaissent. Riadh est l'un des derniers à faire vivre le culte stambali activement. Il est le gardien du dernier sanctuaire dédié à ce culte, une *zaouia* située dans la vieille médina de Tunis. Elle abrite le tombeau d'un musulman noir, affranchi de l'esclavage et devenu un saint.

Quelle a été la durée de réalisation de cette série ?
J'ai réalisé un reportage en couleurs sur Riadh et le stambali qui a duré cinq ans (2008-2013). Un jour, *j'ai* eu envie de le photographier dans ses multiples identités surnaturelles, isolé de son contexte par un fond noir. Cette série de portraits a été effectuée en 2013, au moment où je commençais « Sous le jasmin ». *J'étais* alors influencé par le photographe Denis Rouvre, connu pour ses séries de portraits (« Low Tide », « Lamb » ou encore « Sadhu »). Je voulais clore mon reportage photographique par une série qui mettrait en scène Riadh et *j'ai* donc décidé de le faire poser en noir et blanc dans la *zaouia*. Je lui ai dit que *j'avais* besoin, pour la séance, des vêtements qui représentent ses esprits.

Cette cérémonie est empreinte de mystère. Comment avez-vous pu convaincre Ezzafa de se laisser photographier ?
Avec le temps, Riadh est devenu plus qu'un ami, presqu'un membre de ma famille. Je crois que personne n'a encore pu le prendre en photo comme je l'ai fait.
Renommé pour sa puissance symbolique, il est extrêmement sollicité et l'on vient de toute la Tunisie, de France, du Maroc et d'Algérie pour le voir. Il a remis à l'honneur le rituel stambali en restituant, pour chaque cérémonie ou concert – il est l'invité de festivals prestigieux –, l'atmosphère magique qui le caractérisait. Il préserve ainsi toute une esthétique propre à l'imaginaire tunisien, à la croyance de ce peuple mais il est aussi tout cela

Le projet « Arifa » prend-il fin avec cette série ?
Non. Actuellement je travaille avec des réalisateurs pour préparer un documentaire sur les traces du stambali. Riadh souhaite remonter aux sources, en Afrique subsaharienne et au Maghreb, en se rendant sur les lieux mythiques indiqués dans les chants de la musique stambali. Entre voyage historique et voyage intérieur, Riadh nous offrira sa « dernière danse ».

Entretien mené par Mohamed Ben Soltane.

ÉDITIONS

EUROMED HÉRITAGE

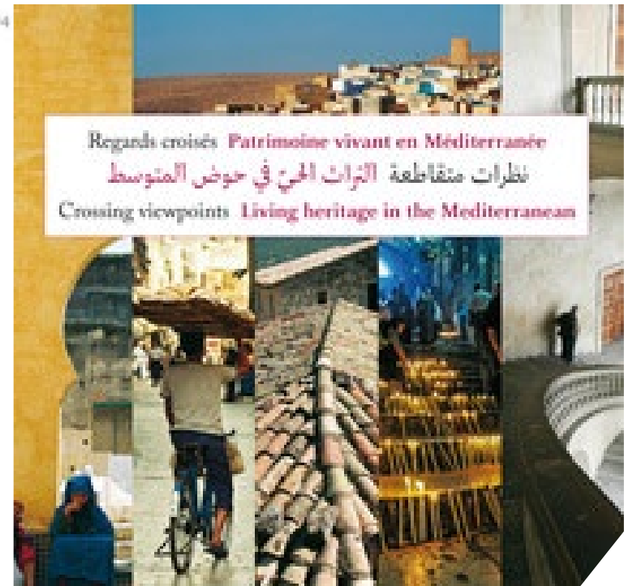
Photographies
2013
Projet : Regards croisés sur le patrimoine vivant en Méditerranée.
Edition Désiri

Transmis par-delà les siècles, le patrimoine des pays de la Méditerranée est le reflet direct de l'histoire des sociétés, une histoire exceptionnellement riche dans bien des domaines. Sites archéologiques et monuments, paysages ruraux et urbains, bâti vernaculaire, traditions et savoir-faire témoignent des multiples facettes de ce passé et des relations entre des peuples de cultures et de croyances très différentes, mais ayant tous en commun - et en partage - les rivages d'une même mer, celle « qui est au milieu » de la terre.

Concours international sur le patrimoine vivant en Méditerranée.
Mention spéciale du jury.

Tunisie. Répandu dans tout le Maghreb sous différentes appellations, le *ilambali* (Tunisie), *gnawa* (Maroc) ou *diwan* (Algérie) correspond à un culte des génies, fruit d'un syncrétisme entre l'islam et les religions animistes importées par les esclaves d'Afrique sub-saharienne. Le *ilambali* de Tunisie perpétue ainsi le culte des *bori*, ces divinités africaines qui chevauchent le possédé quand il tombe en transe au milieu de l'assemblée, sur fond de *chkachek* (crotales), de *tobal* (tambour) et de *guembri* (basse à trois cordes).

Tunisia. Spread across the Maghreb under different names, the *ilambali* (Tunisia), *Gnawa* (Morocco) or *diwan* (Algeria) are a cult of the genies. This kind of worshiping is the result of a syncretism between Islam and animist religions imported by the slaves of sub-Saharan Africa. The Tunisian *ilambali* perpetuates the cult of *bori*, African deities that straddle a possessed person when he falls into a trance in the middle of the meeting, amid *chkachek* (a kind of 8-shaped iron castagnets), *Tobal* (drum) and *guembri* (bass with three strings).



REPORTAGE / MULTIMEDIA / ÉDITION

ROUTE ART CONTEMPORAIN
VIA PAC

Photographies
Augustin Le Gall

2012

Conseil Général des Alpes de Haute Provence

Projet d'envergure européenne, VIAPAC – Route de l'art contemporain relie les villes de Digne-les-Bains, en France à Caraglio, en Italie grâce aux œuvres de douze artistes contemporains sur des sites en pleine nature ou dans des édifices patrimoniaux.

VIAPAC
LA ROUTE
LES ŒUVRES
LES ARTISTES
CARNET DE ROUTE
L'ACTUALITÉ
ESPACE DOCUMENTAIRE
Facebook
Richard Nonas
Edge-Stones : Vière et les Moyennes Montagnes

GALERIE
REPORTAGES
#5.fr

GALERIE
REPORTAGES
#5.fr

GALERIE
REPORTAGES

PRESSE & MÉDIAS
INTERNATIONAUX

EXTRAIT

COUVERTURE AFRIQUE MAGAZINE
2015

DOSSIER
Brutalisés, assassinés, les militants de l'environnement vont désormais être pris en charge par la justice internationale.
ENVIRONNEMENT
Les défenseurs à terre
26

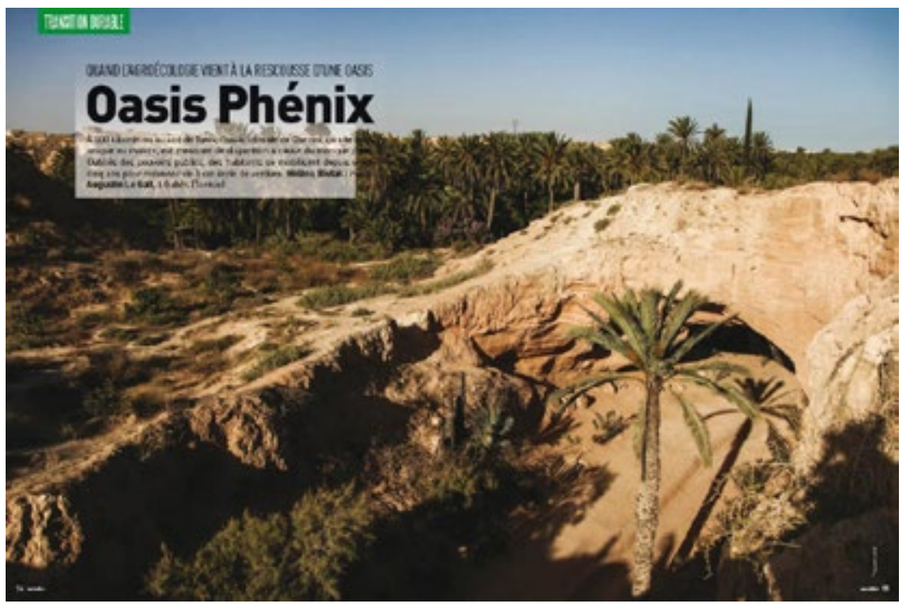
GRAND ANGLE
Militaires, communistes ou islamistes... tous suppliciés sous Ben Ali. Quatre ans après la révolution, ils réclament leur réhabilitation. Le résultat des législatives, à la fin du mois, pèsera sur le processus.
Tortures
La Tunisie en quête de justice

PLAGES TOXIQUES

Misstro präglar ung demokrati

En Tunisie, les femmes inventent l'aven

Välkommen till
JUNGLE BOOKS


TRANSITION INVISIBLE
QUAND L'AGRIÉCOLOGIE VIENT À LA RESCOUSSE D'UNE OASIS
Oasis Phénix

Le Monde
MERCREDI 18 MAI 2016

En Tunisie, l'ombre de la torture est de retour

Malgré les acquis de la révolution de 2011, les mauvais traitements perdurent dans les lieux de détention

TUNIS | correspondant

Ahmed Ben Abda, 36 ans, a l'œil droit éteint. Il est borgne, séquelle d'un très mauvais coup. Sanglé dans son blouson de cuir, M. Ben Abda raconte, sans colère, cette fâcheuse soirée de la fin 2013, quand le hasard l'a fait croiser un véhicule de police à l'entrée de La Marsa, dans la périphérie nord de Tunis. Il est contrôlé, ses papiers sont en règle. On le prend néanmoins pour un voleur. Il proteste, il est embarqué manu militari. Dans le huis clos du fourgon, les coups pleuvent avec une rare violence. Quand il rouvre les yeux, il ne voit plus que d'un seul. Son syndicat veillera à ce que l'infirmité ne lui coûte pas son travail d'employé dans une société de transports urbains. Mais la leçon qu'il tire de son infortune est grinçante : « *La Révolution n'a rien changé !* »

Cas isolé ? Pratiques systématiques ? Si les analyses divergent sur la nature du phénomène, le simple fait que l'on débatte de la permanence de la torture – et d'une manière plus générale, des violences dans les lieux de détention – souligne les ambivalences de la transition tunisienne, cinq ans après la révolution de 2011. Le 21 avril à Genève, une délégation de Tunis emmenée par Kamel Jendoubi, le ministre chargé des droits de l'homme et des relations avec la société civile et les instances constitutionnelles, a dû s'expliquer devant le Comité contre la torture des Nations unies.

Safwen, 19 ans, a été arrêté en septembre 2015, avec un ami recherché pour vol. En détention, il subit de multiples tortures. « En sortant de l'enfer de la détention, les jeunes ont la rage dans le cœur. » Il sera acquitté onze jours après.
AUGUSTIN LE GALL/HAYTHAM PICTURES POUR LE MONDE

« Faire avec un legs »

L'affaire brouille l'image extérieure – globalement favorable – de cette Tunisie célébrée comme un modèle de démocratie dans le monde arabe. C'est un progrès réel : Tunis est sorti du déni ensorgueux sur le sujet. « *Il ne sert à rien de nier. Il faut juste reconnaître les choses dans leur contexte*, souligne M. Jendoubi. *Nous devons faire avec un legs, le passif de la dictature. On avance désormais, même si cela ne va pas aussi vite qu'on le souhaiterait.* » Il ne sert à rien de nier, en effet. Comment éluder l'évidence ? La violence continue de sévir dans les commissariats et les prisons de Tunisie. Depuis 2011, sept personnes sont décédées de manière suspecte durant leur incarcération. L'Organisation contre la torture en Tunisie (OCTT) dépose chaque année une centaine de plaintes pour torture et violences dans les lieux de détention. Et encore ne s'agit-il pas de la seule organisation mobilisée sur cette question en Tunisie. Est-ce le retour de pratiques que l'on croyait oubliées, celles du régime autoritaire de Zine El-Abidine Ben Ali, et, avant lui, de Habib Bourguiba, le fondateur de la Tunisie moderne ?

« *Il ne s'agit pas d'un système comme sous Ben Ali*, précise Radhia Nasraoui, la présidente de l'OCTT et figure historique de l'opposition à l'ex-dictature. *Mais ces pratiques tendent à devenir systématiques.* » Amna Guellali, la directrice du bureau de Human Rights Watch (HRW) pour la Tunisie, souligne aussi que ces pratiques deviennent « *généralisées* » au-delà de cibles politiques spécifiques, lesquelles concentraient la violence d'Etat sous Ben Ali. Une sorte de culture du passage à tabac où les coups portés sont « *plus bruts et moins sophistiqués* », selon la formule de Me Guellali, que sous la dictature. « *Cela peut arriver désormais à quiconque en conflit avec un membre des forces de l'ordre* », s'inquiète Gabriele Reiter, la directrice du bureau de Tunis de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT). L'ordre établi d'Ahmed Ben Abda est là pour en témoigner.

« Pas des cas isolés »

Du côté officiel, en relativise évidemment. « *Il y a des cas, mais ce n'est plus un système comme avant* », nuance le ministre Kamel Jendoubi. « *Il peut y avoir des excès de telle personnels, mais il n'y a pas de torture organisée* », affirme Chokri Hamada, policier et porte-parole du Syndicat national des forces de sécurité intérieure. « *On ne peut pas dire qu'il s'agit d'une politique systématique d'Etat* », admet Imen Triki, avocate très engagée dans la défense de certains détenus salafistes, et à ce titre souvent en conflit avec le ministère de l'intérieur. « *Pour autant, il ne s'agit pas de cas isolés, insiste-t-elle. Il y a une mentalité policière qui n'a pas changé.* » En somme, le système a vécu, mais une culture persiste.

Avocats et organisations de défense des droits de l'homme reconnaissent volontiers que l'Etat post-2011 tente de faire évoluer les pratiques. Pour preuve, l'adoption par le Parlement, en février, d'un amendement au code de procédure pénale rendant possible la présence de l'avocat aux côtés du prévenu au bout de deux jours (au lieu de trois) de garde à vue. La réforme est d'importance car la plupart des violences ont lieu durant cette phase liminaire de la détention. De la même manière, une instance nationale pour la prévention de la torture, créée par une loi fin 2013, vient d'être mise en place par l'Assemblée. « *Il faut saluer ces efforts* », se félicite Imen Triki dont la personnalité suffisamment lui a pourtant valu – ainsi qu'à Radhia Nasraoui, de l'OCTT – d'être écartée de cette instance.

Ces acquis législatifs ou institutionnels demeurent néanmoins insuffisants. L'arbitraire continue d'imprégner les pratiques. Les organisations des droits de l'homme dénoncent rituellement « *l'impunité* » dont bénéficient les forces de l'ordre responsables de violences. De fait, aucune procédure de plainte n'a réellement abouti à des condamnations dans des affaires postérieures à 2011. Ahmed Ben Abda conserve l'espoir que ceux qui ont éteint son œil à l'entrée de La Marsa, aujourd'hui en détention, finissent par rendre des comptes, mais la pression – directe ou indirecte – qui continue de peser sur lui est vive.

La flambée d'attentats djihadistes que la Tunisie a connue au fil de l'année 2015 a compliqué la lutte contre l'arbitraire. Avec un nombre de détenus dans des affaires de terrorisme oscillant entre 2 000 et 3 000, le risque de mauvais traitement n'est élevé. La tâche des militants des droits de l'homme est rendue difficile par un climat général propice à la crispation sécuritaire, l'opinion publique étant majoritairement acquise aux méthodes à poigne. Afin de lutter contre cet air du temps, 46 organisations des droits de l'homme, tunisiennes comme internationales, ont lancé le 28 avril à Tunis une campagne sur le thème « Non au terrorisme, oui aux droits de l'homme ». « *Il nous faut ramer à contre-courant* », regrette le ministre Kamel Jendoubi. ■

FRÉDÉRIC BOBIN

/ La Chronique d'Amnesty International. 2016

DOSSIER

Brutalisés, assassinés, les militants de l'environnement vont désormais être pris en charge par la justice internationale.

— Dossier coordonné par Jean Diers. Avec nos envoyés spéciaux Catherine Wenzel et Kenza Ebrek aux Philippines et Hélène Bielak et Augustin Le Gall en Tunisie

ENVIRONNEMENT
Les défenseurs à terre

Hafed Ouerfelli, président du syndicat de pêche côtière de Gabès en Tunisie, observe le dépôt de phosphogypses sec issu de l'usine de phosphatières située à côté. © Augustin Le Gall

▶ 185 morts: le chiffre donne le vertige. C'est le nombre de personnes tuées en 2015 au nom de la défense de nos ressources naturelles, notamment au Brésil (50), aux Philippines (33) et en Colombie (26). La plupart des victimes sont des paysans pauvres et des représentants de peuples indigènes, souvent isolés dans des coins reculés de notre planète.

▶ Notre pauvre planète a de plus en plus chaud. 2015 a été l'année la plus torride depuis que l'homme mesure le climat. La COP22 qui s'ouvre à Marrakech le 7 novembre devra continuer à mobiliser l'opinion internationale sur la réduction des gaz à effet de serre, mais aussi se préoccuper du sort de ceux qui luttent contre les pollutions des eaux, des sols et de l'air.

▶ La Cour pénale internationale a décidé, en lever de rideau de la COP22, d'élargir sa saisine aux crimes pouvant provoquer des « ravages écologiques ». Amnesty et la plupart des défenseurs de l'environnement s'en réjouissent. Car nos journalistes l'ont constaté sur l'île de Mindanao aux Philippines et à Gabès sur la côte tunisienne, les menaces contre la santé des populations et les ressources naturelles sont aussi nombreuses que méconnues. Et gare à ceux qui tentent de les faire connaître.

En haut. Un pêcheur à gauche se plaint d'un manque de poissons. Nasfi Asadi à droite, président de l'Adels n'est reconnu dans son plaidoyer.

En bas. Réunion du groupe Stop Pollution dont l'objectif est de contraindre la Groupe chimique tunisien (GCT) et les usines de la zone industrielle de respecter les conventions nationales et internationales pour la protection de l'environnement. Gabès, 5 juin 2016.

« ON NE POSSÈDE PAS D'INSTRUMENTS DE MESURE POUR ÉVALUER LA POLLUTION »

Sur sa parcelle, plusieurs plants ont mauvaise mine: des feuilles jaunies, trouées, recroquevillées. «*Au matin d'avril, un nuage est passé au-dessus*, rapporte Salem, exaspéré visage sur la Mer. On ne pouvait pas rester une heure à l'air libre». Ces plaies acides ont littéralement grillé ses cultures. On n'est pas la première fois que cela arrive. Désarmé, Salem coche qu'il a «*pensé de la plaie, parce que quand il pleut, cela pourrait la terre*». Triste constat, dans une région proche du désert où les précipitations annuelles varient en moyenne entre 100 et 200 mm, seulement. Et où l'eau des nappes phréatiques en fait de plus en plus rare, pompée en masse par le GCT et la cimenterie de Gabès. Pour arroser ses cultures, Salem a dû (légalement) creuser un puits sur sa parcelle, qui descend à 80 mètres de profondeur.

Cette année, l'agriculteur a décidé de saisir la justice, espérant obtenir une compensation. Financière du GCT. Même s'il obtient gain de cause, cette victoire restera une goutte d'eau face à un mastodonte comme le GCT. Avec ses 3 700 employés directs et les centaines d'autres chez ses sous-traitants, l'entreprise publique est la locomotive de l'économie locale. Un ouvrier y gagne 700 dinars par mois, plus du double du salaire minimum tunisien, actuellement de 300 dinars. Un argument de poids pour attirer de nouveaux recrues, comme Majdi, le neveu de Salem. Le treizenaire s'apprête à passer le concours pour devenir opérateur. Quand on lui demande si cela ne lui pose pas problème de travailler pour l'entreprise à l'origine des malheurs de son oncle, il répond calme et résigné: «*Tu n'as pas le choix ici*».

Une parole libérée depuis la révolution

Face aux critiques, le GCT dit «*assumer une responsabilité*». Sur les rejets atmosphériques et nuisibles Abderrahman Hadjbelgacem, porte-parole du groupe, reconnaît le dépassement des normes et la pollution engendrée. Il préfère mettre en avant les solutions à l'étude, avec des projets plus ou moins avancés: la construction d'un centre de stockage de boues pour arrêter les rejets de phosphogypses en mer, l'installation d'un nouveau système pour substituer le gaz d'acidulation, la mise en service d'une unité de dessalement de l'eau de mer pour arrêter les pompages dans les nappes phréatiques, etc.

Mais quand on aborde le sujet des personnes victimes de la pollution, le porte-parole botte en touche. «*On ne connaît pas l'impact sur la santé, il n'y a aucune preuve. Aucune étude ne le prouve pour le moment*», lance-t-il, catégorique. Selon Tarek Ben Salem, représentant du ministre de l'Environnement au gouvernorat de Gabès, ce manque de données s'explique par avant tout un manque de moyens. «*On ne possède pas d'instruments de mesure pour évaluer la pollution*, déplore-t-il. *C'est un problème d'argent: qui doit faire les installations de contrôle, les industriels ou l'Etat? Comment je peux savoir que c'est cette usine qui est responsable de la pollution et je n'ai pas les instruments pour mesurer cette pollution?*» Une façon de renvoyer la balle dans le camp du GCT.

Dans la région de Ben Ali, il était impossible d'évoquer la pollution de Gabès. Depuis la révolution tunisienne en 2011, la parole s'est libérée. Des dizaines d'associations de défense de l'environnement se sont créées, dont le collectif Stop Pollution. Depuis quatre ans, ce dernier organise chaque année deux journées de sensibilisation sur la pollution à Gabès. «*Le moteur, c'est les jeunes*, souligne Mohammed Jridi, un webmaster de 30 ans membre de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) et organisateur de l'événement. *Depuis la révolution, tout le monde manifeste. C'est un sujet qui touche tous les Gabésiens*».

Devant le manque de volonté politique et les promesses en suspens du groupe chimique, Gabès semble se trouver dans une impasse. C'est pourquoi en mai dernier, la LTDH a déposé un dossier initulé «Gabès, région victime de la pollution» auprès de l'Instance Vérité et Dignité, créée en décembre 2013 afin de traiter les préjudices commis sous les régimes de Bourguiba et Ben Ali. Plus de 50 000 autres dossiers ont été déposés, par des individus ou des groupes de personnes, le 15 juin dernier. L'instance aura deux ans pour traiter les dossiers retenus. Les Gabésiens croisent les doigts pour que le leur en fasse partie.

— E. S.

Les enjeux de la COP22

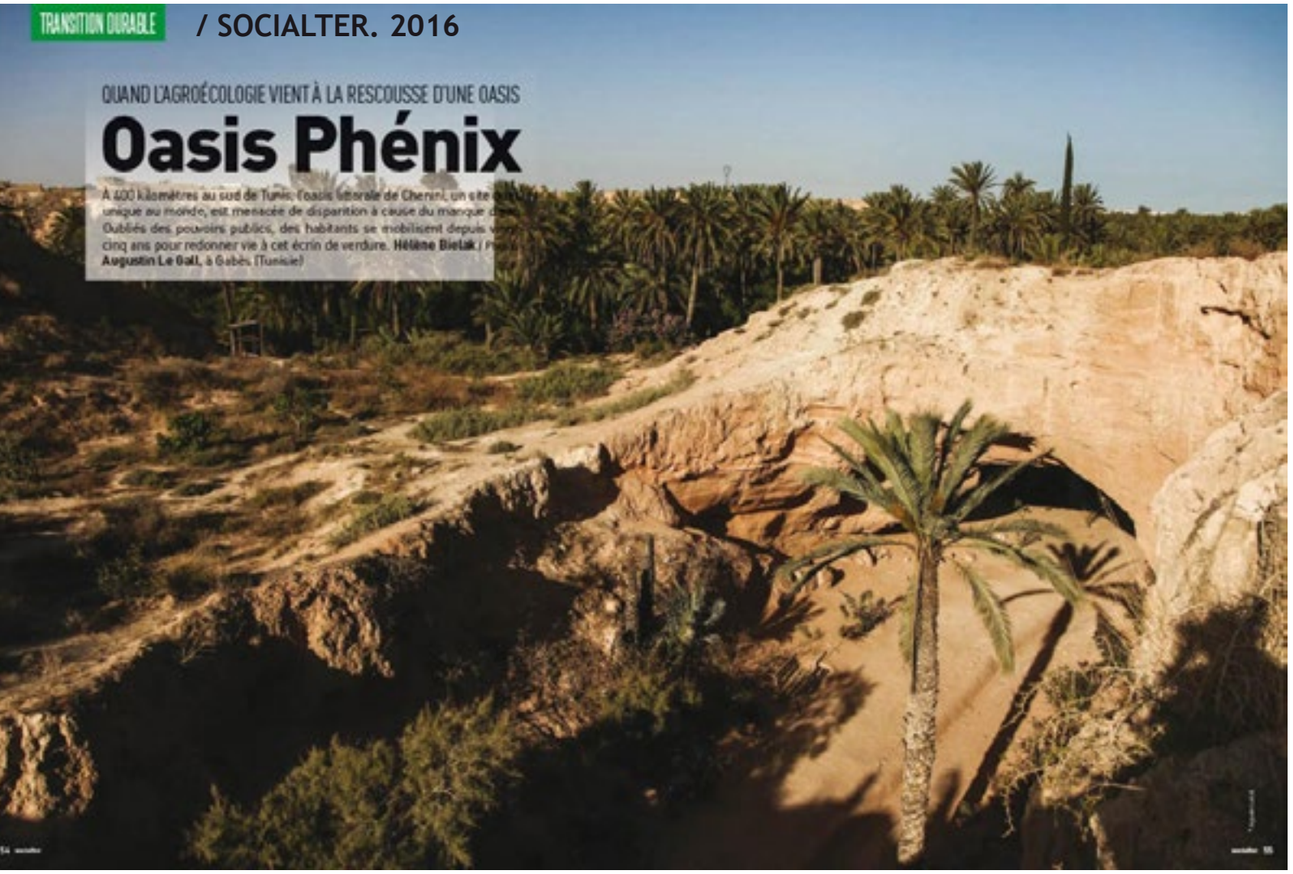
Vaste forum international, où se retrouveront dirigeants politiques, décideurs économiques et représentants d'une multitude d'organisations issues de la société civile, la COP22 devra d'abord faire le point sur la ratification de l'accord de Paris sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il faudra en particulier vérifier la mise en place de mesures environnementales et industrielles pour parvenir à maintenir le seuil d'augmentation de la température en dessous de 2°C à partir de 2020. Mais bien d'autres sujets seront sur la table pour cette première COP à se tenir à Marrakech, sur le continent africain: ressources en eau, développement durable, place de la société civile et des citoyens dans la lutte contre le réchauffement et pour la protection de nos ressources naturelles. Amnesty International, qui se préoccupe depuis de longues années du sort peu enviable de beaucoup de ceux qui se battent pour leur environnement, sera également présente comme observateur.

TRANSITION DURABLE / SOCIALTER. 2016

QUAND L'AGROÉCOLOGIE VIENT À LA RESCOUSSE D'UNE OASIS

Oasis Phénix

À 400 kilomètres au sud de Tunis, l'oasis littorale de Chenini, un site d'une unique au monde, est menacée de disparition à cause du manque d'... Oubliés des pouvoirs publics, des habitants se mobilisent depuis vingt cinq ans pour redonner vie à cet écrin de verdure. **Hélène Bielak** / Photos **Augustin Le Gall**, à Gabès (Tunisie)



À l'ombre des palmiers de sa parcelle, Ali Ahmed veut à la vie de ses concombres. «*Dans deux jours, ils seront bons*», annonce-t-il, une cigarette au coin des lèvres. À 63 ans, l'instituteur à la retraite chouchoute chaque jour la vie de ses autres : tomates, carottes, grenade, citronnelle, menthe y poussent tranquillement. Un petit paradis, niché dans l'oasis de Chenini à côté de Gabès, dans le Sud-Est de la Tunisie, au bord de la Méditerranée. Mais le terme d'Ali ne pas toujours été aussi verdoyant. Né (situé de ses voisins d'ailleurs. «*Il y a une vingtaine d'années, il était impossible d'y vivre de l'agriculture*», se souvient-il. Et pour cause : trop sèches, les parcelles du secteur voyaient mourir le sol à leur surface. Elles ne donnaient plus rien. Les agriculteurs partaient, laissant leur terre à l'abandon. Les deux oasis (dattes) qui la entouraient étaient à sec. Les raisons qui avaient un débit de 250 litres par seconde, ne vont tarir des années 1970.

LE POUVOIR DE L'EAU

Cet or bleu qui revient à être était une vraie bénédiction dans une région où les précipitations annuelles oscillent entre 100 et 200 millimètres et où le thermomètre peut grimper jusqu'à 45 °C. Dans les années 1960, des tonnes affluaient de textile pays pour profiter du cadre, se installe au bord de l'eau ou même pêcher quelques poissons. Mais cela, c'était avant l'implantation de la zone industrielle de la ville de Gabès à quelques kilomètres de là. Avant surtout l'installation du Groupe chimique tunisien (GCT), en 1972.

L'usine transforme des phosphates en engrais pour l'agriculture mondiale. Un procédé qui requiert de grandes quantités d'eau : 25 000 mètres cubes par jour. C'est la raison pour laquelle le GCT a réalisé 4 forages en amont pour s'alimenter. «*Le GCT ne consomme pas 6 à 8 % de la nappe phréatique de Gabès*», tente de relativiser Abderrahmane Hadj Belgacem, porte-parole du Groupe. Toujours est-il que depuis l'installation du GCT, les habitants de Chenini ont vu leur oasis s'assécher d'année en année et passer de 750 à 165 hectares, menaçant un petit écosystème quasi unique sur la planète. «*C'est l'une des rares oasis littorales au monde*, confirme Sabir Carpenter – docteure à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) – qui a mené une étude comparée sur les oasis de Gabès et Tozeur. *Il y en a aussi en Libye, mais elle de Gabès est la plus grande. Comme c'est une oasis littorale, elle est soumise à des vents marins, chargés en humidité. Dans les variétés de palmiers qui s'y épanouissent on sont pas les mêmes que dans les oasis sahariennes et les cultures arborescentes y sont plus importantes*». Et, les cultures se font sur trois niveaux : les palmiers dominent de l'ombre aux arbres fruitiers, aux pieds desquels peuvent pousser des cultures maraîchères.

Non seulement Ben qui cerdait jadis en abondance n'est plus rare, mais elle est en plus devenue payante pour les agriculteurs. «*Avant, l'eau était gratuite avec une gestion communautaire*, poursuit la jeune instructeur. *Par exemple, les gens nettoyaient ensemble les canaux d'irrigation collectifs. Lors de l'avènement de la nappe superficielle, il est dit : pomper à volonté. L'Etat tunisien a d'abord assuré la distribution, puis s'est désengagé. Les pouvoirs publics ont laissé les agriculteurs gérer les choses eux-mêmes, mais sans leur donner les moyens techniques et financiers d'assurer cette politique*». Laissant ainsi libre cours aux forages et pompages sauvages...

SE MOBILISER POUR SAUVER L'OASIS

Devant le triste sort qui semblait promis à leur oasis, un groupe d'habitants décide de se battre pour sa préservation, avec un instituteur à sa tête : Mabrouk Jabri. En 1987, il crée un club pour la sauvegarde de l'oasis et demande son inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Une démarche qui aboutira effectivement à cette inscription en 2003 – le premier pas vers une reconnaissance officielle de l'agence onusienne.

En 1992, le Tunisien mycrit la visite du père de l'agroécologie : Pierre Rabhi. «*J'ai été invité à donner une conférence sur la diversité alimentaire mondiale*, se remémore le retraité de 66 ans. *Il y débat tout le monde. Il n'a alors demandé s'il pouvait rester avec nous*». L'association de sauvegarde de l'oasis de Chenini (ASOC) est alors créée. À Rapidement, le régime de Ben Ali était encore en place. «*De 1991-1998, Pierre et moi étions harcelés par la police*, se souvient l'instituteur, aujourd'hui à la retraite. *Les autorités craignaient que nous ne fassions de la politique*». Pendant dix ans, les activités de l'association sont mises en place une maison des semences pour se plus dépendre de celles fournies par les grosses firmes étrangères, qui ne sont pas révélatrices d'une réalité sur l'autre. De la formation est pas ailleurs proposée aux agriculteurs pour qu'ils apprennent, par exemple, à produire eux-mêmes leurs semences. Des projets financés par des entités étrangères, dont Monaco, la Suisse et l'Union européenne. Pour alimenter en parcelles des agriculteurs, un tour d'eau est établi. «*A chaque fois, les parcelles sont complètement submergées afin que chaque plante absorbe la quantité d'eau nécessaire pour répondre à ses besoins*, explique Amin Abdelkrem, agriculteur chargé de projet à TASOC. *Une fois que l'agriculteur a fini d'irriguer, au bout de deux heures, l'eau passe chez son voisin*». « La parcelle sera de nouveau irriguée trois semaines plus tard. Mais parfois, il faut attendre jusqu'à 40 jours. « *Ce n'est pas suffisant, car le taux de salinité reste élevé dans le sol* », indique le jeune homme. Pour inverser tout, les cultivateurs se tournent vers le Groupement de développement agricole de Bouchi, qui se charge de la pompe directement dans le sol. Une heure coûte 3,5 dinars, soit 1,40 euro. Pendant les semailles – période qui nécessite énormément d'eau –, il est possible d'avoir un tour d'eau de secours, à 5 dinars l'heure. Une gestion raisonnée qui permet le partage d'une ressource rare.

UNE DYNAMIQUE QUI PORTE SES FRUITS

Presque vingt-cinq ans après la création de ces nouvelles pratiques, le bilan est largement positif pour l'ASOC. De nombreuses parcelles à l'abandon ont été réhabilitées. Sur les 600 agriculteurs que compte l'oasis de Chenini, 121 sont certifiés

"Sur les 600 agriculteurs que compte l'oasis de Chenini, 121 sont certifiés bio et 9 sont en passe de le devenir."

"TU NE MARCHERAS JAMAIS SEUL"

Depuis la révolution de janvier 2011, la Tunisie est dans un entre-deux continuel, passant de l'espoir à la désillusion, des initiatives citoyennes aux répressions policières, des manifestations pacifiques à la montée de la violence et du terrorisme... Malgré tous ces obstacle, un brin d'espoir est né.

Augustin Le Gall

> Il y a un sentiment de perte d'identité dans notre pays. La Révolution a emporté notre vent d'Occident. Mais la déconstruction nous fortifiera à tel point que nous ne pourrons plus nous passer de notre propre identité. Augustin Le Gall, « Mais danser non corps? Ronchi, Belgrade, Serbie » photographie, 2014.

> Graffitis sur les murs de l'entrée de la ville de Kasserine (centre de la Tunisie). La jeunesse de Kasserine s'est soulevée rapidement après l'immolation du jeune Mohamed Bouazizi, fin 2010. À Sidi Bouzid. Kasserine. 2014.

> Double page précédente : Wael Kanzi a été amputé de la jambe droite après le soulèvement à Kasserine en 2010, la cause d'une balle tirée par la police. Depuis sa plainte pour juger les responsables, la police le harcèle quotidiennement. "Pour moi, on a-t-il, le système du RCD (l'ancien parti de Ben Ali) est toujours en place. Rien n'a changé. J'ai même des regrets d'avoir participé à cette révolution." Kasserine. 2014.

> Empreintes de mains laissées sur les murs de la médina après une performance artistique. Tunis, 2014.

> Dans le train qui relie Tunis à La Marsa (banlieue nord), un jeune homme envoie des messages sur son téléphone portable. Tunis. 2012.

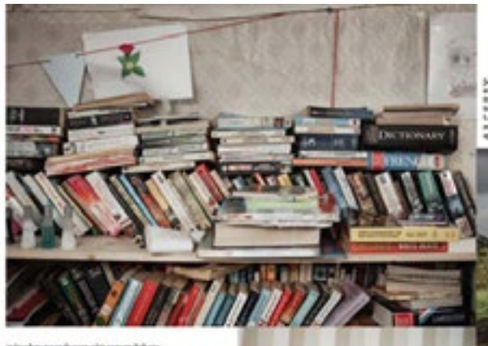
> Un jeune Tunisien fume la chicha dans un café de la médina. Très apprécié, les cafés sont des lieux de détente où intiment malgré eux l'image d'une jeunesse sans emploi y traînant à tomber. Tunis. 2014.

Välkommen till

JUNGLE BOOKS

Brist på mat, kläder och medicin. Och framtidsutsikter. Så ser verkligheten ut för de tusentals flyktingar som fastnat i ett läger utanför Calais. Här har läraren Mary Jones öppnat ett bibliotek. Varför då?

/
VI Läser (Suède). 2015



»För mig är litteratur och konst ett sätt att lära känna världen, och andra länder.«

»Att få läsa har med värdighet att göra.«

/
Nature Magazine
2015

SOCIÉTÉ

LA PRISON, CELLULE VIVANTE DU JIHAD

La radicalisation en détention est désormais un fait établi. Alors qu'en France le gouvernement cherche à détecter et à isoler les détenus qui prêchent, la Tunisie tarde à s'emparer de ce dossier épineux. Par Lilia Blaise

Vue de l'intérieur de la prison Borj Erroumi, à Bizerte, au nord de la Tunisie.

Le terrorisme a durement frappé la France et la Tunisie en 2015. Après les attentats de janvier à Paris, il y a eu ceux du Bardo en mars, et de Sousse en juin. Puis en novembre, quelques jours après l'attaque du 13 novembre, un autre a fait 13 victimes à Tunis. Le parcours et la radicalisation en prison de certains terroristes, dont les frères Kouachi qui ont attaqué *Charlie Hebdo* en janvier, ont forcé les autorités à reconnaître et chercher à combattre ce phénomène. Phénomène qui est lié à celui des départs pour le jihad : près de 4 000 Tunisiens auraient rejoint la Syrie (400 retours) et le ministère de l'Intérieur dénombrait début mars "1 850 *Français ou résidents habituels impliqués d'une façon ou d'une autre dans les filières de recrutement jihadiste*", dont 600 encore présents en Irak ou en Syrie.

Alors qu'en France, les autorités tentent de traiter la radicalisation en prison avec des ateliers de dialogue ou l'isolement dans des quartiers dédiés, en Tunisie, la question semble encore largement sous-estimée, comme le confirment ces témoignages.

Yahya Dridi a partagé sa cellule pendant plusieurs mois avec un des leaders des milieux salafistes tunisiens. Cet ingénieur du son âgé d'une trentaine d'années est arrêté le 21 septembre 2013 dans un quartier du centre-ville de Tunis, et est emprisonné au centre de détention de Mornaguia près de Tunis pour une affaire maquillée en accusation de consommation de cannabis. Avec Abou O., Yahya Dridi, un fils d'imam, il a des discussions sur beaucoup de sujets mais certains sont récurrents : "*Il me parlait de ses enfants, de sa femme mais il retournait sans cesse à l'Algérie et la Libye et me disait qu'on pouvait passer là-bas une fois libérés et prêcher la Charia, surtout en Libye où l'on pouvait se procurer des armes facilement*, raconte-t-il. *Il me disait que je parlais bien, que je pourrais être un très bon recruteur.*" Chanteur de rock dans un groupe de Monastir, Abou O. s'était radicalisé au début des années 2000. Cet étudiant en ingénierie mécanique a fait partie de la première vague de Tunisiens combattants en Irak, à l'époque de Ben Ali. Il s'est fait emprisonner en 2003, soupçonné d'avoir participé à l'attaque d'un poste frontière à Jendouba, près de l'Algérie.

La haine pour la police favorise les rapprochements

Au moment où Yahya Dridi rencontre ce chef de file salafiste, le pays découvre aussi le départ massif de Tunisiens en Syrie. Le gouvernement s'alarme, parle de 10 000 Tunisiens en plus d'un "jihad du sexe" qui toucherait les jeunes filles à qui on promet un mariage avec un combattant. Peu de temps après, ce "jihad du sexe", largement fantasmé par les autorités, s'avère faux, mais le problème est bien réel. L'un des exemples de cette radi-

/
Réponse à tout.
2015

En Tunisie, les femmes inventent l'avenir

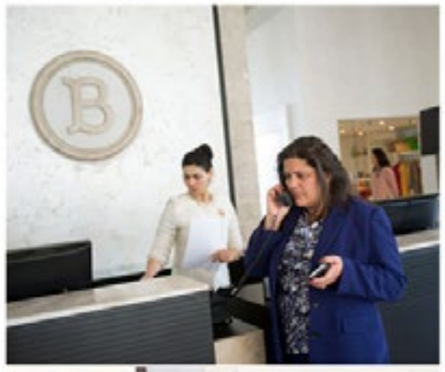
Cinq ans après la révolution, les femmes font bouger la société tunisienne. Le photographe Augustin Le Gall en a suivi certaines. Dans un pays en pleine transition démocratique, où les traditions pèsent lourd, elles s'imposent dans de nombreux domaines.

par **Marie-Valentine Chaudon** ♦ *photos* **Augustin Le Gall/Haytam Pictures**

Meriam Fekih Romdhane (à d.) veut conjuguer l'équitable et le glamour avec sa marque Mokacioccolatah, créée en 2014. Ses vêtements mettent en valeur l'artisanat local, comme les broderies de Sihem (à g.), fabriquées dans le nord du pays. Deux objectifs : assurer le développement économique de la Tunisie et faire vivre un patrimoine artisanal précieux.

À 32 ans, Habiba Ghribi cumule les titres prestigieux de championne olympique en 2012 et vice-championne du monde de 3000 m steeple en 2015. Son rêve ? Une nouvelle médaille aux JO de 2016 et pourquoi pas en 2020 ! Malgré les difficultés, en tant que femme, à s'imposer comme athlète dans son pays, elle court « pour dire à toutes les femmes tunisiennes de ne baisser ni la tête ni de ne pas abandonner leurs rêves ». Habiba milite aussi pour que les jeunes sportifs de Tunisie aient davantage de moyens pour s'entraîner.

Saha Jouhichi rêvait de voler, elle est devenue hôtesse de l'air. Mais, en juin 2015, après l'attentat de Sousse et l'effondrement du tourisme, son contrat n'a pas été renouvelé. Aujourd'hui, Saha a retrouvé un emploi à l'accueil d'un restaurant gastronomique dans le quartier de La Goulette à Tunis. À 25 ans, elle a quitté sa famille pour être indépendante et s'installer dans un petit appartement près de son travail. Saha espère devenir « une femme forte et cultivée » pour « bâtir une famille et aider [son] pays à progresser ».



Meyssa Ben Hatira dirige l'hôtel de luxe de La Badira à Hammamet. Issue d'une famille d'hôteliers, elle doit faire face à une crise du tourisme sans précédent, consécutive aux attaques terroristes de Tunis en de Sousse en 2015. Pourtant, Meyssa ne baisse pas les bras et veut croire au potentiel de son pays. Engagée dans des projets de sensibilisation à la citoyenneté après la chute de Ben Ali en 2011, elle est aujourd'hui investie dans le réseau Entrepreneurs, avec une conviction : il faut former les futurs chefs d'entreprise pour créer des emplois.

« Transmettre l'information avec crédibilité et objectivité », c'est le vœu de plus cher de Mona Trabelsi, qui a obtenu son diplôme de journaliste en 2008. Avec l'émergence des médias alternatifs, créés en 2011, elle tente de redonner ses lettres de noblesse à son métier, mis à mal sous le régime de Ben Ali. Elle œuvre pour la formation, en particulier des correspondants locaux dans les régions, afin de rendre visibles les problèmes qui traversent le pays : accès à l'eau, à l'école, à l'électricité, routes endommagées, etc. Cette sensibilisation passe aussi par une exposition itinérante qui réunit le travail de plusieurs photojournalistes donnant à voir la réalité des luttes pour-compte.

Sa mission : « Être les yeux des citoyens au parlement de Bardo. » À 34 ans, Emna Chebâane est chef de projet de l'Observatoire de l'assemblée des députés, porté par l'association citoyenne Al Bawsala (la Boussole). Diplômée en droit, la jeune femme a suivi l'ensemble de l'écriture de la constitution tunisienne entre 2012 et 2014. Pour elle, les grands chantiers sont « la lutte contre la corruption et la mise en place d'un système de bonne gouvernance ». Aujourd'hui, Emna forme la nouvelle équipe de l'Observatoire, composée de cinq femmes et un homme. Elle veut passer le concours de la magistrature pour devenir juge, avec l'espoir de servir « une justice législative, indépendante et délivrée de la corruption ».

Le photographe
Installé en Tunisie depuis la révolution, en 2011, Augustin Le Gall y a vécu jusqu'en 2016. Témoin de l'après Ben Ali et des années de transition démocratique, il a travaillé sur les victimes de la répression et de la torture. Ses portraits, en noir et blanc, sont exposés jusqu'au 15 avril à la mairie du 9e arrondissement de Paris. www.augustinlegall.com

« Penser la Tunisie de demain », c'est l'ambition du Labo Démocratique, le think tank cofondé en janvier par Farah Hached (il y a 3 ans, Farah Hached était à la tête de l'association citoyenne Al Bawsala). Avec son équipe, cette juriste de 40 ans travaille sur le cadre juridique de la réforme de la sécurité et notamment des services de renseignement, mais aussi sur la justice sociale, le développement économique, la gouvernance, etc. « La Tunisie est un laboratoire démocratique, elle peut aussi aider les autres pays à réfléchir sur leur propre situation », souligne-t-elle, convaincue que le changement viendra de la société civile.

Avec son association Tahadi (Défi), fondée en 2011, Emna Jagham agit dans le quartier populaire d'Ettadhamen, dans la banlieue de Tunis. Théâtre d'émeutes en janvier 2016, Ettadhamen a également vu beaucoup de ses jeunes rejoindre Daech en Syrie. Contre la radicalisation et la violence, Emna, professeure d'arts plastiques, croit beaucoup au pouvoir de l'art et de la culture. Elle a ouvert un centre où elle propose de la danse, de la musique ou encore du slam. « C'est l'un des derniers lieux d'espoir dans le quartier », dit-elle, entre sourire et fatigue.

/
Pèlerin Mag
2016

A Kasserine, *«la ville la plus menacée par les actes terroristes»*, selon le ministère de l'Intérieur, la police a renforcé ses contrôles sur les axes principaux.

La cité reste marginalisée, avec 26 % de chômeurs, contre 15% au niveau national. Autre record : 69 listes sont en lice pour les législatives de dimanche.

Chez Ons Dalhoumi, abattue par une patrouille de police, cet été.

ÉLECTIONS EN TUNISIE 2/2

Kasserine, entre tirs et martyrs

Ciblée depuis trois ans par des attaques jihadistes, la ville symbole de la révolution vit sous surveillance. Mais la hantise de ses habitants reste le chômage des jeunes.

Par **ÉLODIE AUFFRAY**
Envoyée spéciale à Kasserine
Photos **AUGUSTIN LEGALL. HAYTHAM**

A l'entrée de la ville, un tag prévient, en anglais et en couleur : «Nous sommes la révolution». Plus loin, un barrage de police. Les agents contrôlent les entrées et les sorties, examinent parfois les coffres et les papiers. Il y a presque quatre ans, les habitants de Kasserine se soulevaient contre le régime de Ben Ali et la répression sanglante de la police. Aujourd'hui, celle-ci boucle en permanence cette cité de 80 000 habitants, aux confins ouest de la Tunisie.

Kasserine est passée d'un symbole à un autre. En 2011, elle a payé le plus lourd tribut à la révolution : selon une commission d'enquête, 21 personnes ont été tuées et quelque 600 autres blessées, entre le 8 et le 12 janvier. Un bain de sang qui avait fait basculer tout le pays dans la colère.

Désormais, ce sont les soldats et les gendarmes que le modeste hôpital régional voit défiler. Une trentaine sont morts au mont Chaambi, le massif qui domine la ville, fauchés par des mines artisanales ou assassinés dans des embuscades tendues par les jihadistes qui y ont pris le maquis. Voilà deux ans que les forces de sécurité y pourchassent la «brigade Oqba ibn-Nafaa», liée à Aqmi, composée de quelques dizaines de combattants, principalement algériens et tunisiens. Chacune de ses attaques provoque l'émoi dans tout le pays, comme celle du 16 juillet : quinze militaires ont été tués. A l'approche des élections, les craintes se ravivent. Le calme prévaut depuis plusieurs semaines, mais *«Kasserine est la ville la plus menacée par les actes terroristes»*, prévenait jeudi le ministre de l'Intérieur Lotfi Ben Jeddou, en déplacement dans l'Ouest. Pourtant, à l'heure des urnes, les Kasserinois citent rarement la sécurité en tête de leurs préoccupations. *«Les gens se sont habitués aux coups de feu, aux opérations militaires. Ils s'intéressent plutôt à leur quotidien»*, observe Walid Bennani, tête de liste d'Ennahda dans la circonscription. Les priorités n'ont pas changé, depuis la révolution : *«Le développement, l'équilibre entre les régions»*, dit une jeune maman. *«Que Kasserine devienne comme Sousse ou Hammamet»*, les cités touristiques de la côte, renchérit Samir, 26 ans. Et, bien sûr, ajoute-t-il, *«du travail pour les jeunes»*.

«Moins motivés qu'en 2011»

La réalité non plus n'a pas tellement changé : Kasserine demeure cette ville marginalisée, qui vit de la contrebande avec l'Algérie voisine et ne compte qu'une seule grande usine, la société publique de fabrication de papier. A part Benetton, qui s'est agrandi, aucune entreprise ne s'est installée dans la petite zone industrielle, située au pied de Chaambi. Même les projets publics tardent à sortir de terre : l'autoroute de l'Ouest, les pistes agricoles, les écoles… Le chômage dépasse les 26 %, contre 15% au niveau national.

Sur l'artère principale du centre-ville, les affiches électorales occupent de grands panneaux publicitaires. *«Le 26 octobre, je choisis la Tunisie que j'aime»*, tente de convaincre l'une d'elles. Moez, 30 ans, va voter pour la première fois, mais ne sait toujours pas pour qui. Ce prof de l'enseignement technique voudrait *«des nouveaux partis»*, qui laissent la place *«aux jeunes, aux vraies compétences»*.

Devant le mur dédié à la propagande électorale, il va de case en case. A Kasserine, il y a l'embarras du choix : 69 listes sont en compétition dans la région, un record national. Car ici, beaucoup d'indépendants tentent leur chance. *«Les partis sont mal vus à Kasserine»*, explique Walid Bennani. Particulièrement les deux favoris, Ennahda et Nida Tounes, parti rassemblant diverses composantes laïques. Pour Samir, c'est clair : ça ne sera ni l'un ni l'autre. *«A part la couleur, ils sont pareils»*, estime le jeune homme.

Combien iront même voter ? *«Les gens sont moins motivés qu'en 2011»*, reconnaît Adel Gassoumi, le coordinateur régional de l'instance électorale. La campagne d'inscription au registre des électeurs n'a pas rameuté grande monde. Après l'attaque meurtrière de juillet, il y a eu un sursaut. *«Les gens se sont dit que pour éradiquer le terrorisme, il fallait faire ces élections»*, assure l'administrateur.

Wael Karafi, 24 ans, ne votera pas, pas plus qu'en 2011. Il *«n'a pas confiance»* dans les partis et reste en colère contre *«le système de Ben Ali»*, qui est *«toujours là, comme s'il n'y avait pas eu de révolution»*. Il y a perdu sa jambe droite. Le 9 janvier 2011, il a pris une balle dans les manifestations et a été amputé. *«Il faut l'accepter»*, s'est-il résigné.

Wael ne digère pas, en revanche, le sort clément fait aux responsables de la répression. Il a suivi de près leur procès, au tribunal militaire. *«Du théâtre»*, estime-t-il. Outre l'ex-président, jugé par contumace, vingt-deux cadres sécuritaires comparaissaient, du chef de commissariat au ministre de l'Intérieur. La cour a prononcé des peines de huit à quinze ans de prison. En appel, le 12 avril, les condamnations ont été ramenées à deux ou trois ans, soit le temps déjà passé en détention préventive. *«Ils sont tous sortis de prison»*, gronde Wael. *Le tribunal militaire dit qu'il n'y a pas de preuves pour les condamner. Il a demandé le registre des communications téléphoniques, le nom des agents envoyés en renfort. Le ministère de l'Intérieur a répondu qu'il n'avait pas ces dossiers.»* Pour lui, c'est clair, il y a eu un arrangement politique.

La cohabitation entre policiers et habitants est longtemps restée délicate. Mais, avec la montée du terrorisme, les forces de l'ordre ont repris de l'aplomb. *«Les gens ont compris que le terrorisme s'était développé à cause du vide sécuritaire»*, évalue le colonel Lotfi Belaid, le chef du district. *«Après la révolution, les policiers ont eu peur du peuple. Ils veulent revenir comme avant, quand ils étaient les chefs»*, s'énerve Wael. *Les jeunes deviennent terroristes à cause des problèmes sociaux, de la pression psychologique, de la violence policière. C'est l'Etat, la cause du terrorisme !»* Cet été, l'une de ses vagues connaissances, autrefois *«un étudiant normal»*, a été tué dans un raid contre une caserne.

«Ces terroristes, ce sont des victimes de la pauvreté. Le plus vieux est né en 1987, les autres ont 20 ans, 21 ans. Ici, les jeunes ont deux pistes : à droite, l'alcool ; à gauche, la montagne.»
Un cadre policier de Kasserine

«C'est l'alcool ou la montagne»

A l'entrée de la cité Ezzouhour, vaste quartier populaire, épicentre des manifestations, la caserne de la Garde nationale, incendiée, est restée des mois en l'état. Elle a maintenant des allures de forteresse. La rue à l'arrière est barricadée : c'est là que se trouve la maison de la famille du ministre de l'Intérieur. Le 27 mai, quatre agents qui montaient la garde ont été tués dans une fusillade qui a duré quarante-cinq minutes. Encore une attaque des jihadistes de Chaambi, revendiquée pour la première fois par Aqmi. Depuis ce revers, la police multiplie les descentes à la cité des Fleurs, d'où sont originaires plusieurs des maquisards. *«On a augmenté les assauts sur leurs maisons, leurs proches, leur voisinage»*, explique le colonel Belaid. *C'est un moyen de pression, de harcèlement, pour qu'ils ne pensent plus rendre visite à leur famille, comme ça se passait avant. On a arrêté beaucoup de monde et ils ont plus de difficultés à s'approvisionner.»*

Mais le cadre policier le reconnaît : *«La solution sécuritaire ne suffira pas. Il faut que l'Etat intervienne rapidement dans ces quartiers. Ces terroristes, ce sont des victimes de la pauvreté. Le plus vieux est né en 1987, les autres ont 20 ans, 21 ans,* soupire-t-il. *Ici, les jeunes ont deux pistes : à droite, l'alcool ; à gauche, la montagne.»*

«Il n'y a pas de terroristes à Kasserine ! On ne voit rien, on n'entend rien, que les cartouches des policiers qui prennent les gens pour des terroristes», s'énerve la mère d'Ons Dalhoumi qui ne se lève plus de son matelas, posé dans le salon. Dans la nuit du 22 août, sa fille, tout juste bachelière, a été tuée lors d'une bavure, ainsi qu'une cousine : elles rentraient d'un café quand des hommes en noir ont surgi sur la route. Chacun a pris l'autre pour un terroriste, les policiers ont fait feu. Au-delà de ce drame, l'idée est répandue à Kasserine : *«Beaucoup de gens n'arrivent pas à comprendre l'origine de ce terrorisme. Ils disent que c'est une mise en scène pour faire pression sur le peuple, le pousser à voter tel ou tel»*, explique Adnen Zorgui, engagé dans l'associatif.

La dégradation de la situation profite aux anciens responsables du régime de Ben Ali. Un temps infréquentables, plusieurs se sont portés candidats, notamment au sein de Nida Tounes (« Appel pour la Tunisie»). Ce parti veut *«rétablir l'Etat, l'ordre, la discipline, le patriotisme»*, explique Mohamed Rachdi, numéro 3 sur la liste. Cet ancien gouverneur *«donne raison aux jeunes qui ont peur de nous. L'ancien régime a laissé une mauvaise image. Mais chez nous, on n'a pas accepté les corrompus, seulement les propres»*.

«J'ai beaucoup d'argent !»

Retour à la cité Ezzouhour, sur la place des Martyrs qui en marque l'entrée. Tête de liste de Nida Tounes dans la circonscription, Kamel Hamzaoui, 71 ans, descend de sa grosse berline noire et, entouré d'une grappe de jeunes mobilisés pour faire cortège, grimpe au mausolée érigé par les habitants en mémoire des victimes de la révolution. Le symbole est fort : l'homme d'affaires, patron d'une usine d'emballages à l'entrée de la ville, était un cacique du RCD, l'ancien parti hégémonique, honni par les révolutionnaires.

Les esprits n'ont pas l'occasion de s'échauffer. Le temps de chanter l'hymne national, de réciter la *fatiha*, et la petite foule plie bagages, direction le meeting organisé dans un café à l'autre bout de la ville. *«Tous mes respects aux jeunes d'Ezzouhour, c'est vous qui avez donné le plus pour faire tomber le système Ben Ali»*, commence le candidat, qui se présente comme une victime du président déchu : tombé en disgrâce à la fin des années 90, il a fait quatre ans de prison : *«Je voulais développer la région, mais le régime m'a bloqué. J'ai beaucoup d'argent, je suis populaire. Je ne cherche pas le pouvoir ni le salaire, je veux juste aider Kasserine.»*

«Nida est la solution, Hamzaoui, tu es le seul !», chante l'auditoire. Le magnat, qui a repris en août la tête du club de foot local, vingt ans après l'avoir porté en première division, invite à venir au stade, à chanter les slogans tribaux autrefois interdits, flatte la fibre régionaliste. Mohamed, infirmier, en est convaincu : *«C'est l'enfant de la région, c'est lui qui va la développer.»* Dans l'assistance, un jeune interpelle : *«Monsieur Kamel, on est avec vous, on va vous faire gagner. Mais dans un an, on veut voir le résultat. Sinon, on va vous dégager.»*

« Il n'y a plus de touristes, je vais perdre mon emploi au musée. »

ALAEDDINE, TUNIS

LE 18 MARS 2015, PLUSIEURS TERRORISTES ARMÉS DE KALACHNIKOVS S'ATTAQUENT À DES TOURISTES VENUS VISITER LE MUSÉE DU BARDO, PRÈS DE TUNIS. ILS TUENT 22 PERSONNES ET EN BLESSENT 45 AUTRES.

Le jour de l'attaque, je revenais d'un stage de secourisme mis en place par le musée pour ses employés. J'ai entendu des rafales de kalachnikovs, je me suis précipité dans la célèbre salle de Dougga, et là j'ai vu des dizaines de personnes assises contre les murs. Il y avait des enfants, une femme enceinte, je leur ai dit de rester silencieux ; j'ai attendu la mort et j'ai prié. Il ne fallait pas que les survivants paniquent, alors j'ai demandé aux autres guides de ne pas parler des morts aux touristes. Les terroristes n'ont pas ouvert la porte, je ne saurai jamais pourquoi. J'ai réussi à sortir et à rejoindre les forces spéciales de la police pour les guider dans le musée et délivrer les otages. Après l'assaut, un policier m'a dit que j'avais été un héros, mais ça a été de courte durée. Une fois sur le parvis du musée, un autre m'a pris au collet et m'a jeté dans un fourgon. J'ai été conduit dans le centre de détention de Gorjani, mis en cellule avec des salafistes libyens et tunisiens ! Ils tapaient sur les murs pour pouvoir prier. J'y suis resté 24 heures, pourquoi ? Parce que je suis tunisien. Les touristes, eux, ont eu droit à des psychologues, moi, à une cellule. J'ai été libéré sans un mot, sans une excuse. Quelques mois plus tard, j'ai appris l'attaque de Sousse, j'ai explosé en sanglots, je savais que nous étions morts une seconde fois. Depuis, il n'y a plus de touristes, je vais perdre mon emploi au musée en décembre.

« Je ne m'attendais pas à ce que ce soit si dur après la révolution »

Je me suis mis au russe, parce qu'il y a peu de Tunisiens qui le parlent. Je veux partir, je veux quitter mon quartier où tous les jours des recruteurs me proposent de rejoindre Daesh, de prier avec eux, me montrent les vidéos de propagande sur YouTube. Mon voisin est mort en Syrie pendant sa "lune de miel" ! Sa femme est encore là-bas. Personne ne revient jamais vivant de Syrie. Je n'en peux plus de cette violence, je veux juste une vie normale, je veux être un père, je ne veux pas être un tueur ou un criminel pour survivre. Je pense qu'il y a de l'espoir, mais pas ici en Tunisie, ailleurs, n'importe où, mais pas ici. Je ne m'attendais pas à ce que ce soit si dur après la révolution. J'ai peur, j'ai tout le temps peur. » →

/ Libération
2015

AUGUSTIN LE GALL (X2)

Alaeddine, qui travaille au musée du Bardo, devant un impact de balle. Sur son téléphone, il a des photos des touristes cachés dans la salle de Dougga.

11 janvier 2015

La manif partout

Dimanche, près de 4 millions de personnes ont manifesté en France. Un appel vibrant à la solidarité refusant toute récupération politique. Reportage à Paris

SOPHIE FAY ET DOMINIQUE NORA

PROJET COLLECTIF DES PHOTOGRAPHES DE L'AGENCE HAYTHAM PICTURES

Ils sont venus seuls, en famille, entre amis, avec leur syndicat ou leurs amis politiques. Ils sont arrivés par le sud, le nord, l'est ou l'ouest : très vite 100 000, 200 000, un million… puis près de deux, rien qu'à Paris. Dans toute la France, près de quatre millions de citoyens se sont levés en hommage aux dessinateurs de « Charlie Hebdo », aux juifs de la porte de Vincennes et aux policiers abattus par les terroristes. Le plus grand rassemblement depuis la Libération, pour les libertés et contre l'obscurantisme.

Aux alentours de la place de la République, à Paris, ce dimanche 11 janvier vers 14h30, tous se posaient la même question. *« Où est la marche ? »* Une seule réponse : *« Partout »*, puisqu'elle étend minute après minute son périmètre bien au-delà du parcours officiel. Une marche silencieuse, fraternelle, sans signe extérieur d'appartenance politique. Dans la foule, on ne croisait que des Charlie calmes mais déterminés.

Une foule immense, très peu black, un peu beur… mais surtout très blanche. Des marcheurs bien habillés, comme les « bobos » qui déambulent dans le quartier du Marais pour la promenade du dimanche. Tous venus pour chercher du réconfort autant que pour rendre hommage. *« Cette semaine, j'étais comme cernée. Je travaille passage Saint-Sébastien, tout près des locaux de "Charlie Hebdo", mes enfants vont à l'école dans le 20e* [où est situé l'Hyper Cacher], témoigne Eve, qui travaille dans le spectacle vivant et manifeste avec ses fils, son mari et ses amis. *Mais bizarrement, je n'ai pas eu peur. Les gens sortent, se parlent, se bougent, on se sent protégés. »* Les enfants sont de la partie. Un jeune couple a amené ses cinq bambins. L'aînée, Lilia, 12 ans à peine, explique, avec des mots empruntés aux adultes : *« Je suis là pour que ça n'arrive plus. Ils ont tué des gens qui faisaient juste de l'humour. C'est de la barbarie ! »* Parmi les anonymes, les créateurs Isabel Marant et Jérôme Dreyfus marchent avec leur fils, qui a fait les banderoles maison. Sur un balcon du deuxième étage, au 95 boulevard Beaumarchais, une femme noire, foulard sur la tête, encourage ses trois petits enfants – la dernière est encore dans ses bras – à scander des slogans. Ils s'égosillent, sans interruption : *« Allez la France ! Allez la France ! »* Puis *« Je suis Charlie ! Je suis Charlie ! »* Les marcheurs lèvent le nez, sourient, prennent des photos et applaudissent chaleureusement !

Dans la foule, beaucoup de personnes âgées aussi. *« Il y a longtemps que je n'ai pas manifesté, j'ai passé le relais*, explique Mireille, 78 ans. *Mais là, non : il fallait venir ! »* Fatigué, le dos courbé, Mila Cervenka quitte le cortège à la hauteur du Père-Lachaise. Il a 85 ans : *« C'est la première fois de ma vie que je manifeste. J'ai quitté mon pays – la Tchécoslovaquie – pour fuir l'oppression communiste. Je ne veux pas d'une autre oppression. »* Il est venu seul, comme Messody Belouya, qui a mis du rouge à lèvres et un joli serre-tête. *« Ça me fait tellement mal au cœur ces gens morts pour un papier et du crayon… et d'autres parce qu'ils allaient acheter à manger. Faites attention à vous ! »* Elle n'a pas envie d'être là au nom de telle ou telle confession, mais quand on lui demande, elle dit du bout des lèvres : *« Je suis israélite. »*

Ce dimanche, contrairement au rassemblement du mercredi 7 janvier place de la République, des musulmans ont répondu présent. Sigle rouge sur fond vert, des drapeaux kabyles flottent ici ou là. Karima et Omar sont venus de l'Essonne avec leurs trois enfants : *« Nous sommes musulmans, mais c'est l'appel de la République. Nous avons été touchés par les témoignages des juifs. Nous ne voulons pas de ça. Ce qui est arrivé peut nous arriver à nous, à tous. »* Encadré de quelques jeunes venus, comme lui, d'Alfortville, l'imam modéré Abdelali Mamoun se dirige vers la station de métro Bonsergent, où des musulmans se sont donné rendez-vous. *« Ils ont insulté, bafoué, déshonoré le Prophète. Nous les musulmans sommes les premiers visés par de tels actes. »* Bernard Kouchner et Christine Ockrent s'arrêtent pour le saluer. L'imam reconnaît l'ancien ministre, mais bute sur le nom de sa compagne : *« Ruth Elkrief, c'est cela ? »*

Résidents ou touristes, des étrangers sont dans la foule qui parle toutes les langues. *« Je suis italienne et étudiante en lettres à Paris*, dit Rossana. *Mes amis sont venus exprès de Rome ! »* Une quinzaine de Péruviens, Colombiens, Mexicains ont déployé une grande banderole rouge vif : « Latino-Américains pour la liberté d'expression ». Des frères et sœurs, Kurdes de Turquie, sont venus de Romorantin (Loir-et-Cher) *« pour défendre des valeurs républicaines »*.

Par moments des vagues d'applaudissements montent d'on ne sait où, comme une ola. Les marcheurs saluent-ils les policiers ? Font-ils du bruit pour s'encourager dans leur avancée plutôt silencieuse, sans sifflets, ni chant ni slogan, contrairement aux manifestions traditionnelles ? Sporadiquement tout de même, on entend des « Vive la France », et on entonne « la Marseillaise ».

Côté pancartes, une marée de « Je suis Charlie » bien sûr et des reproductions des dessins de Wolin, Cabu, Charb avec son courageux « Plutôt mourir debout que vivre à genoux ». Mais aussi des variantes : « Non, vous n'avez pas tué Charlie ! » Ou encore, « Plus forts que la haine », « C'est dur d'être tués par des cons ! ». Un peu plus loin, un dessin de kalachnikov, agrémenté du commentaire « Ceci n'est pas une religion ». Là-bas, un collectif Allah Yahvé Jésus proclame : *« Aucun d'entre nous n'a demandé de tuer en notre nom ! »*

Dans la foule, on croise Plantu, le dessinateur du « Monde » avec l'équipe de Cartooning for Peace, l'association qu'il a créée pour soutenir les caricaturistes soumis à la censure. Julia et Lydie, elles, sont venues en souvenir de Cabu. Elles tiennent à témoigner de la gentillesse du dessinateur et de son engagement dans leur association pour défendre l'environnement à Madagascar : *« Trois jours avant sa disparition, il avait dessiné une carte de vœux pour nous… »* L'association Cuba Si France défile derrière une grande banderole : *« Wolinski était notre fondateur et président d'honneur »*, explique Maïté.

Dans ce cortège, les sympathisants de gauche semblent très majoritaires. Mais ils ne sont pas tous militants comme Thierry et Annette Chandernagor constatent : *« On voit beaucoup de gens qu'on ne croise jamais dans les manifestations politiques. C'est un sursaut républicain, un réveil collectif pour sortir de l'individualisme. »* La droite est là aussi. Ce petit blond versaillais tradi en témoigne avec sa pancarte incongrue « Je prie pour Charlie ! » Marie, 26 ans, feutre noir et col en fourrure, manifeste pour la première fois : *« Ces événements m'ont bouleversée. C'est beau d'être là réunis de tous horizons, tous milieux. »* Comme Patricia, la quarantaine, doudoune noire et grand foulard rouge, personne aujourd'hui ne veut de récupération politique. Mais demain ?

#3
TRANSMETTRE

ATELIERS
PARTICIPATIFS
ÉDUCATION
À L'IMAGE

ATELIER PORTRAIT & DROITS HUMAINS

Projet:
Organisation Mondiale Contre la Torture

2017-2018
Djerba- tabarka. Tunisie

Atelier de formation
en photographie sur le portraits et rédaction de témoignages sur le thème des Droits humains en Tunisie.
Session #1 › Février - Mars 2017
Session #2 › Mars 2018

Projet en cours.

ATELIER DE FORMATION
EN PHOTOGRAPHIE ET REDACTION DE TEMOIGNAGES
FEVRIER - MARS 2017 TABARKA - DJERBA
HAMMAMET. TUNISIE

La répression et la torture ont été un des axes de l'oppression sous le régime de Bourguiba puis celui de Ben Ali. Militants politiques, activistes des droits de l'Homme, partisans de la liberté d'expression, étudiants ou encore citoyens, un grand nombre de personnes ont été victimes de violences, de mauvais traitements, de harcèlements et d'actes de torture psychologique et physique.

L'exposition **Sous le jasmin , histoires d'une répression** - un projet de l'OMCT et du photographe Augustin Le Gall - vient illustrer cet héritage caché, montrer des visages, révéler les traces, marquant ainsi, sur le papier, l'empreinte de ces histoires qui restent dans les corps et les esprits.

Dans la continuité de son programme de sensibilisation, l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT) a organisé deux ateliers de formation en photographie et rédaction de témoignages qui se sont tenus dans le nord-ouest et le sud de la Tunisie.

Les ateliers ont visés des **jeunes, âgés entre 20 et 30 ans**, passionnés de photographie, afin de leur faire profiter d'un atelier sur le portrait et de recherche et rédaction de témoignages, en s'inspirant du travail effectué par l'OMCT et le photographe Augustin Le Gall.

L'atelier vise avant tout à outiller les jeunes qui s'intéressent à l'histoire de la torture en tant que chercheurs et investigateurs de cas de mauvais traitements du présent et/ou du passé, retrouver les personnes concernées dans leurs régions respectives pour collecter leurs témoignages et réaliser leur portrait. Une **exposition** et une **publication** présenteront les travaux des différents bénéficiaires du projets.

" Il faut lutter contre l'oublie et pour garder cette liberté que nous avons gagné, il faut parler de la torture.

C'est seulement comme cela que nous pourrons avancer."

› Shady

FORMATIONS & ACCOMPAGNEMENT

Projet:
Association Alternative Média
Education au journalisme citoyen en Tunisie

2015
Tunis. Tunisie

Accompagnement sur le projet
d'exposition du travail de jeunes
photographes tunisiens.
Projet « Don't Forget us » pour sensibiliser
sur la précarité économique et sociale
dans les régions de la Tunisie.
Exposition à l'Assemblée des représentants
du peuple / Bardo. Tunis. 2015

Projet en cours.

INITIATION
PORTRAIT

Photographie et atelier
Augustin Le Gall

2013
Marseille. France

Atelier d'initiation à la prise de vue et au portrait.

Avec les apprentis de la Formation Avancée et Itinérante des Arts de la Rue.

Une production
DEKADRAGE

PROJETS & EXPOSITIONS

PROJECTS

2016 Tunisie, portrait d'une révolution. (2011-2016)
2015 La dernière Danse.(2008-2015)
2015 JE SUIS CHARLIE
2014 I N T E R S T I C E S #1 Marseille
2013 Sous le jasmin, histoires d'une répression en Tunisie.
2013 Arifa. Petite histoire du monde invisible
2011 La vie en oc, musique !
2010 Clovis Hugues mémoire des habitants. Marseille
2010 Gnawa, Tradition et Création. Du sacré et du profane.

AWARDS AND GRANTS

2016 . Finaliste pour le Prize For Contemporary African Photography
2011 . Euromed Heritage Award Mention Honorable
2011 . Festival de l'Etrange. Essaouira. Maroc. Lauréat.
2010 . Finaliste SFR JEUNE TALENT. Paris. Prix du public.
2009 . Commission européenne. Jeunesse en action
2008 . CADO – Marseille AMl
2006 . FAJE PACA
2005 . DEFI JEUNE

EXPOSITIONS PERSONNELLES (Sélection) :

2018. «La dernière Danse». Cité de la musique / Philharmonie. (Paris. France). Avril.

2017. « Sous le jasmin, histoires d'une répression en Tunisie. Festival Les Francophonies. (Limoges. France)
2017. « Arifa». Galerie Ghaya (Sidi Bou Saïd. Tunisie)

2016 . La dernière danse. Au coeur du Stambali Institut Français de Tunis. (Tunis. Tunisie)
2016 . «Sous le jasmin, histoires d'une répression en Tunisie. FIFDH Paris / Mairie du 4ème arr.(Paris. France)

2015 . In Quest - En-Quête. Galerie Ghaya. Sidi Bou Saïd. Tunisie. Expo collective.
2015 . «Traces...Fragments d'une Tunisie contemporaine». MuCEM. (Marseille. France). Exposition collective.
2015 . «Sous le Jasmin, histoires d'une répression en Tunisie». Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains. (Genève. Suisse).
2015 . «JE SUIS CHARLIE». Exposition collective des photographes de Haytham pictures. Mairie du 3eme et 4eme. (Paris. France.)
2015 . Quartiers populaires en Tunisie. Agence Française du Développement. Maison de France. Institut Français (Sfax.Tunisie).
2015 . Sous le Jasmin. Festival International du Film sur les Droits Humains. (Genève. Suisse).

2014 . Sous le Jasmin. Centre d'Art Gesù. Amnistie International Canada Fr. (Montreal. Canada).
2014 . Sous le Jasmin. Centre culturel Tahar Haddad. Institut français de Tunisie. (Tunis. Tunisie)
2014 . La vie en Oc, musique ! Médiathèque Terraqué. (Carnac. France)
2014 . Arifa, petite histoire du monde invisible. Ghar El Melh Photo Festival (Tunisie)
2014 . Rendre la ville accessible à tous. Réhabilitation des quartiers populaires en Tunisie. Agence Française de Développement. Ibn Rachiq. (Tunis.Tunisie).
2014 . Sous le Jasmin. . Histoires d'une répression en Tunisie". Tournée nationale en Tunisie (suite). Sidi Bouzid / Nabeul / Gafsa / Djerba / Gabès /

2013 . Révolutions arabes: l' épreuve du temps. Exposition collective. Commissaire Alain Mingam. Depoland. (Dunkerque. France).
2013 . Sous le Jasmin. . Histoires d'une répression en Tunisie. Tournée nationale en Tunisie.
2013 . Tunisie, portrait d'une révolution. Club MéditerranéO. Exposition collective Regards et Mémoires.(Arles. France).
2013 . Sous le Jasmin. Centre culturel Ibn Rachiq / Mad'art / CNAV. (Tunis. Tunisie).
2013 . Tunisie, portrait d'une révolution.. Médiathèque de Brignoles (83). (France.)

2012 . Gnawa, Tradition et Création. Festival de musique gnaoua et musique du monde. (Essaouira. Maroc)
2012 . Regards Croisés – Patrimoine vivant en Méditerranée. Exposition Collective Euromed Héritage. Centre National d'Art Vivant. (Tunis Tunisie).
2012 . Regards croisés sur la Méditerranée. Galerie LAME. Château de La BUZINE. (Marseille. France).
2012 . PRINTEMPS ARABE. Hôtel de Région PACA. Exposition collective.Commissaire Alain Mingam. (Marseille. France)
2012 . Tunisie. Portrait d'une Révolution. Festival Nouv.o. monde. Festival du film documentaire. (Rousset- France).
2012 . Tunisie. Portrait d'une Révolution. Centre Culturel de Neumünster (Luxembourg).
2012 . Tunisie. Portrait d'une Révolution. Bibliothèque Eaux-Claires Mistral. (Grenoble. France).

2011 . Tunisie. Portrait d'une Révolution. Festival PRIMED. (Marseille. France)
2011 . Tunisie. Portrait d'une Révolution .Amnesty International London . in « True Defiance: Tunisia's Jasmine Revolution in pictures ». (Londres. UK)
2011 . Tunisie. Portrait d'une Révolution Maison des relations internationnales. (Montpellier. France)
2011 . Tunisie. Portrait d'une Révolution. Centre d'Art Contemporain .(Bédarieux. France)
2011 . Gnawa, tradition et création. Festival Jazz à Porquerolles. Médiathèque (Hyères. France)

PROJETS & EXPOSITIONS

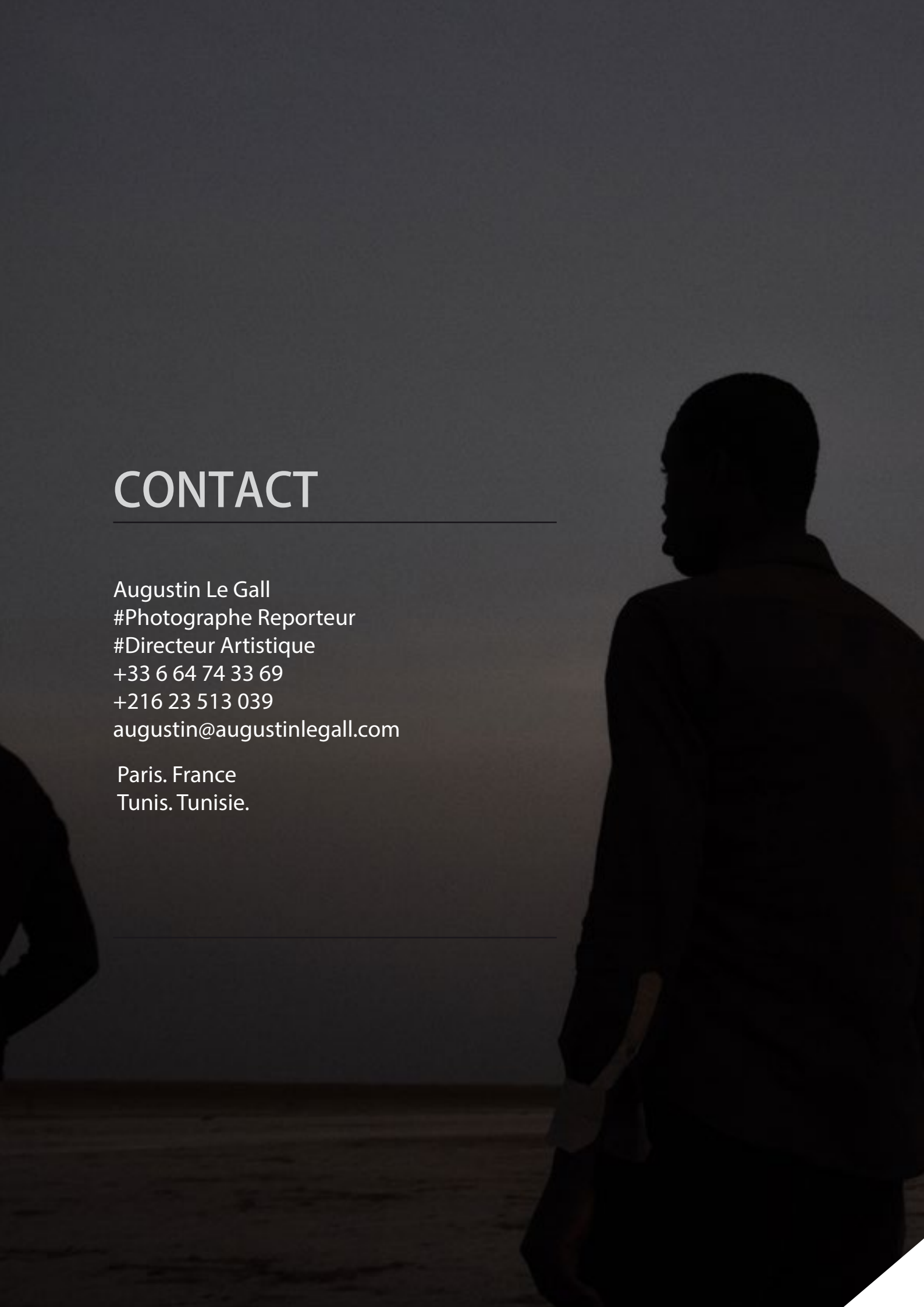
2011 . Gnawa, tradition et création, MMSH. (Aix en Provence. France)
2011 . La vie en Oc, Musique ! Abbaye de Sainte Croix – (Salon de Provence. France)
2011 . La vie en Oc, Musique ! Babelmed Music. (Marseille. France).
2011 . Regards croisés sur le patrimoine méditerranéen. Exposition collective. Euromed Heritage. (Barcelone. Spain)

2010 . Gnawa, tradition et création. Cité de la Musique. (Marseille. France).
2007 . Mémoire d'eux Gnaoua. Institut Culture Islam. (Paris. France).
2007 . Mémoire d'eux Gnaoua. Institut du Monde Arabe. (Paris France).

EXPOSITIONS COLLECTIVES
2015 / In Quest - En-Quête. Galerie Ghaya. Sidi Bou Saïd.
2015 / Arifa. Exposition Collective Traces...Fragments d'une Tunisie contemporaine. MuCEM. (Marseille. France).
2015 / Je suis Charlie. Agence Haytham pictures. Mairie du 10ème arrondissement (Paris. France)

COLLECTIONS
2015. Sous le jasmin, histoire d'une répression en Tunisie. Ambassade du Canada en Tunisie.
2013. La vie en Oc, Musique ! Bibliothèque Départementale des Alpes de Haute-Provence. (France)
2011. Tunisie portrait d'une révolution / Chaab Yourid / Fond "Mare Nostrum" . Mairie de Bédarieux (France).

LIVRES / MONOGRAPHIES / CATALOGUES
2015. Traces... Fragments d'une Tunisie contemporaine. Catalogue de l'exposition au Mucem. Edition du Bec en l'air.
2012. Regards croisés sur le patrimoine vivant en Méditerranée. Désiris Editions.Ouvrage d'art collectif sur le patrimoine immatériel en Méditerranée.
2012. Printemps Arabes, Espoirs et réalité. Catalogue de l'exposition collective à l'Hôtel de région PACA. Marseille.
2011. La vie en oc, musique ! Editions Carnets méditerranéens.
2010. La cité Clovis Hugues. Mémoire d'habitants. Marseille. Editions REF2C



CONTACT

Augustin Le Gall
#Photographe Reporteur
#Directeur Artistique
+33 6 64 74 33 69
+216 23 513 039
augustin@augustinlegall.com

Paris. France
Tunis. Tunisie.